

IRL

INFORMATIONS ET REFLEXIONS LIBERTAIRES

n° 89 - AUTOMNE 91 - 15 F

c'est encore loin l'anarchie?



IRL (Informations et
Réflexions

Libertaires) est édité
par l'Atelier de

Création Libertaire

Directeur de

publication:

Alain Thévenet

ISSN: 0398-5725

Imprimé par Bosc

Frères

Dépôt légal à parution

Téléphone 78-29-28-26

tous les jeudis soirs

après 20 heures 30

IRL c/o ACL BP 1186

69202 Lyon cédex 01

CCP: 4 15095 N Lyon

DERNIERE MINUTE

Dix huit ans - 89 numéros. IRL, vous vous en êtes sûrement rendu compte, piétine depuis quelques années. Après l'euphorie des années 70, les désillusions des années 80, la méthode Coué qu'applique certains de nos camarades ne nous allait pas du tout. Nous étions en quête d'un autre anarchisme, un anarchisme «pro-positif», rappelez-vous, un anarchisme de doutes, de questionnements, de recherches constantes et pas un anarchisme de langue de bois, de slogans, de certitudes basées sur les écrits de nos ancêtres. Ceux-là, à une époque, on pouvait les écouter, on savait que ce qu'ils disaient collait à la société, représentait quelque chose pour les "opprimés". Mais maintenant, en 1992 bientôt, alors que l'Europe va se faire, que l'Est lorgne de plus en plus sur le capitalisme (et si possible le plus sauvage qui soit), que les nationalismes remontent comme des odeurs nauséabondes des égoûts qu'ils n'ont jamais quittés, que l'antisémitisme (en Pologne et ailleurs) prend sa source dans le peuple, que disent nos manuels d'anarchisme ? A force de les feuilleter, de les corner, on a du perdre la page... On a eu de belles envolées de Bakounine sur le communisme: où est-il celui-là ! Est-il seulement soluble avec l'alcool, ou avec le capitalisme ? Bref,

on n'a peu d'idées neuves, si ce n'est des «on vous l'avait bien dit»: on s'en sortira toujours avec des phrases comme celles-là, Nostradamus est avec nous !

On a bien essayé, on a voulu creuser un peu plus les choses. Mais maintenant, cela ne suffit plus: il faut aller plus loin ou s'y prendre autrement. Il manque cette réflexion actuelle, on n'est pas nombreux, on manque d'énergie, de sang neuf: depuis quelques années, IRL a été porté à bout de bras par trois personnes et quelques collaborateurs qu'on remercie pour leur opiniâtreté. La presse libertaire est vaste, mais basée essentiellement sur des regroupements politiques ou syndicaux (à l'exception de Noir et Rouge avec qui nous avons fait un bout de chemin ensemble) et nous sentions qu'IRL avait une place originale dans la presse libertaire, ceci n'est peut-être plus vrai aujourd'hui. Nous avons continué parce que nous pensions que le jeu en valait la chandelle et aussi parce que nous avons été sans cesse soutenus et aidés par nos lecteurs. Et si nous avions des coups de déprime (quand notre cosmos était en panne, que nous avons été vidés de notre local «historique» de la rue Pierre Blanc), les réabonnements et les abonnements de nouveaux lecteurs nous redonnaient du baume au

cœur.

D'autre part, nos évolutions personnelles, nos tempéraments, nos envies se modifient au fil du temps...

Alors, après quelques années de routine, et suite à une petite soirée conviviale que nous avons passé ensemble, nous vous annonçons que vous tenez entre vos mains le dernier numéro d'IRL.

Pourquoi ? Surtout pour réfléchir sur une nouvelle formule, un nouveau contenu qui pourrait nous redonner l'envie et le plaisir de produire un instrument d'échanges et d'informations...

Sur ce qui sera cette nouvelle aventure, il est trop tôt pour vous en parler. Nous en discutons et, dès que le projet sera plus clair, nous ne manquerons pas de vous en tenir informés.

L'AVENIRESTTOUJOURS DEVANT NOUS !

*Alain, Jean-Marc ,
Mimmo*

PS: Nous remercions encore une fois tous ceux et celles qui ont permis la sortie des 89 numéros d'IRL.

rePS: Pour ceux et celles qui se sentiraient un peu "orphelins", ils peuvent toujours se procurer la presse libertaire dans les librairies du mouvement et continuer à maintenir des contacts avec nous.

SOMMAIRE

pages 3 à 5:

Mais quel futur ?

pages 6 et 7:

Yougoslavie: le danger nationaliste

pages 8 à 9:

Info-Est: Trois jours qui ébranlèrent le monde

page 11:

L'hiver de Managua

pages 12 à 14:

Nicaragua:

1987 - A qui no se rinde Nadie !

1991 - Todos se venden !

page 15:

Thaïlande: A qui profite le boom économique ?

pages 16 et 17:

Cambodge: Nous sourions le jour, nous peurons la nuit

pages 18 et 19:

Antispécisme: La lutte contre la viande et la lutte contre le spécisme

pages 20 et 21:

Clément Duval, l'éclipse et la sociologie

pages 22 et 23:

Courriers

MAIS QUEL FUTUR ?

Lorsque, à mon adolescence (ce qui fait quand même pas mal d'années), j'adhérai avec enthousiasme au mouvement anarchiste, cet enthousiasme s'accompagnait d'une certitude: il n'était pas possible que je meure sans avoir vu la réalisation d'une cité idéale dans laquelle régneraient la justice et l'harmonie. Je suis plus près maintenant de l'heure de ma mort que de cette époque ancienne et cette certitude, parfois, vacille.

Une lumière aveuglante

Elle était pourtant fondée sur des bases solides. Les théories anarchistes me paraissaient tellement logiques, cohérentes, qu'il semblait impossible que cette cohérence et cette logique ne s'imposent pas comme une lumière aveuglante qui éblouisse et convainque les masses, et les individus, au delà des intérêts particuliers et immédiats, de ce que l'anarchie était la voie lumineuse qui, respectant tous et chacun, leur permettrait une harmonieuse coexistence. Si l'idée n'était pas encore réalisée, ce ne pouvait être qu'à cause de l'ignorance des masses, de la malignité de ceux qui possédaient le pouvoir et la richesse ou de la trahison des partis ouvriers. Je m'interrogeais bien sur le fait que cette évidence ne se soit pas imposée plus tôt. Mais la guerre, qu'on disait devoir être la dernière était finie depuis déjà pas mal de temps, la décolonisation était en marche; un peu partout, là où elles se révélaient, la misère et l'injustice apparaissaient inacceptables et suscitaient la révolte. Un homme seul, par des moyens peut-être contestables et en nouant des alliances qui ne l'étaient pas moins, mais surtout par sa détermination à faire fléchir l'appareil d'état, obtenait que soit légalisée l'objection de conscience, ce qui, à l'époque, apparaissait comme une brèche fondamentale et irréversible dans le militarisme. Les crimes du stalinisme, que les anarchistes avaient depuis toujours dénoncés, se dévoilaient au grand jour et il était difficile d'admettre qu'ils n'aient été causés que par la folie monstrueuse d'un seul homme qui aurait entraîné à lui seul le dévoiement de tout un

système; il semblait évident au contraire que ce dévoiement était en germe dans ce système lui-même.

Bref, le fond de la barbarie ayant été atteint, tant avec le nazisme qu'avec le stalinisme, je croyais (et je crois encore) que cette barbarie était dans la logique du système en place, et qu'il fallait donc substituer une autre logique à celle-ci. L'anarchisme était en quelque sorte transcendant à la réalité sociale et politique en place. Mais celle-ci était arrivée à un tel point de contradictions et de déliquescence qu'elle ne pouvait que s'effondrer.

Vint 68 et les années qui ont suivi. On en a beaucoup parlé et je n'y reviendrai pas. On peut cependant dire, c'est du moins comme cela que je perçois les choses, que pendant tout ce temps, les idées et les projets anarchistes ont accompagné l'évolution de la société: luttes féministes, regain de l'anarcho-sindicalisme, en particulier d'abord au sein de la CFDT, puis par la renaissance relative de la CNT, prise de conscience des problèmes écologiques, puis du fait que la direction prise par la culture occidentale n'était pas la seule possible et que d'autres peuples en avait choisi d'autres; dans le domaine de la psychiatrie, début de prise en compte de la personne du «malade» et non de sa maladie, prise en considération, aussi, de l'enfant en tant que personne à part entière et non seulement comme adulte en réduction et en prévision, développement des tentatives de vie communautaire, développement et reconnaissance d'une culture alternative.

Pendant tout ce temps, l'idée anarchiste était en quelque sorte immanente à une réalité sociale dans laquelle elle se trouvait plongée; elle en accompagnait les développements et les projets. Ce furent de belles années...

Si belles qu'il est possible que plusieurs années plus tard nous ayons continué à vivre dans ce qui n'était plus alors qu'une illusion...

L'anniversaire de 68 je le sentais mal...

Commémorer un événement, c'est l'inscrire dans le passé et isoler celui-ci du

présent, en l'amputant donc de sa dimension de devenir. C'est un enterrement. La commémoration de 89 n'arrangea pas les choses. Quoiqu'on pense de la «Grande Révolution», elle méritait mieux que des discours officiels léni-fiants sous lesquels disparaissait toute sa dimension dynamique d'ouverture et que des exhibitions pseudo-artistiques et ringardes.

L'écroulement du communisme, d'abord dans le sang, puis dans le ridicule, n'a pas été, faute d'alternative crédible, un véritable bond en avant. On peut même dire, maintenant, que c'est le contraire. Et on peut amèrement constater que le marxisme-léninisme, en se transformant en idéologie et en système, a fourvoyé le mouvement ouvrier, à une époque où celui-ci était peut-être «moteur de l'histoire», dans une impasse complète. «Les Anarchistes avaient raison...» Hélas, amère constatation qui ne débouche pas forcément sur un avenir radieux.

Cependant... le monde ne va pas bien

Le capitalisme a beau apparaître, inaccessible à toute critique parce que triomphant il revêt les apparences de la démocratie, sa crise n'en est pas moins profonde. Il est vrai que contrairement au marxisme, il n'a jamais prétendu résoudre les crises, mais, au contraire, en vivre, non pour les dépasser, mais pour en faire sa substance. L'absence de projet, de perspective, d'avenir envisageable ou imaginable amène, un peu partout, le refuge dans des valeurs qui sont d'une autre époque: les intégrismes religieux d'une part, refuges dans une utopie figée, les nationalismes de l'autre qui n'ont cependant, dans la réalité, plus de bases solides, puisque les mélanges de population devraient rendre impossible cette notion même de nationalité. On voit par ce qui se passe en Yougoslavie à quelles aberrations cette notion de nationalités peut mener aujourd'hui et quelles barbaries elle nous prépare.

Au nom du réalisme, personne ne paraît désireux aujourd'hui à proposer un projet susceptible de réintroduire la no-

tion d'une histoire possible. Les écologistes, ceux du moins qui s'expriment le plus souvent médiatiquement en leur nom, ne visent qu'à protéger un environnement, sans remettre en cause le fait qu'il soit considéré comme la propriété de la société humaine, et sans prendre en compte non plus le fait que les attaques contre l'environnement sont absolument cohérentes dans une société qui, dans ses principes même, est basée sur l'exploitation et la domination (1).

Dans ce contexte, l'anarchisme apparaîtrait toujours, et peut-être plus que jamais, comme une alternative possible (et, nous le pensons, la plus évidente) à un ensemble social basé sur des valeurs perverses et perversissantes. Mais le danger des dites valeurs réside essentiellement dans le fait qu'elles sont implicites et se présentent comme des évidences qui dispensent de toute réflexion. La grand messe dominicale a été remplacée par la Télévision quotidienne. Celle-ci vise à nous dispenser de vivre en nous transformant en spectateurs de la vie. Elle se veut le «reflet» de la vie de tous les jours et de tous les gens, et des préoccupations de chacun. Elle ne vise pas à étonner ou à ouvrir des pistes à l'intelligence et à l'imagination de chacun, mais à renforcer un conformisme et un consensus. Sur le plan formel, d'abord: qui n'a pas regardé l'émission de la veille se place de ce fait en dehors de la communauté qui lui permet d'échanger des banalités avec ses collègues de travail ou ses voisins; quant au fond, il importe que chacun puisse se retrouver dans la dite émission et retrouver la même émotion que les autres, ou en tirer les mêmes conclusions. Il importe donc de pouvoir parler de tout, à condition de ne discuter de rien. La «culture» télévisuelle est la religion d'aujourd'hui; comme celle d'hier, son danger ne réside pas tant dans les idées (d'ailleurs rares) qu'elle diffuse, mais dans la passivité qu'elle suppose de la part de ceux qui y assistent, et dans le sentiment de fausse communauté qu'elle crée artificiellement (2).

Notre société baigne donc dans une espèce de consensus mou. La destruction des idéologies, transformées en systèmes, s'accompagne, le plus souvent, d'un retour à ce qui n'est même plus des valeurs, mais des points de repère anachroniques. La course à la consommation apparaît comme le suprême but, alors même que dans la société prise comme modèle, l'injustice et la misère ne font que s'accroître (le quartier porto-ricain de New-York est le lieu dans le monde où la mortalité infantile a le taux le plus élevé). Les loisirs eux-mêmes ne traduisent le plus souvent qu'un souci de «se maintenir en forme», non

pas tant pour un bien-être personnel que par inquiétude quant à son «look», c'est à dire quant à la manière dont on apparaît aux autres, avec pour corollaire la peur de n'être pas conforme à une image impersonnelle. Dans un monde qui implique dans sa logique même l'exclusion, ceux qui sont exclus n'aspirent qu'à l'intégration, sans réaliser que cette intégration ne peut être que temporaire, ou au prix d'autres exclusions.

La fin du système communiste autoritaire ne me réjouit pas. Car ce n'est pas seulement un système totalitaire qui s'écroule là-bas, c'est aussi, ici, un idéal ou une attente porteurs des espoirs de toute une frange de la population, espoirs dans la possibilité de réaliser une société plus juste et plus harmonieuse. De ce qu'un espoir a été déçu, faut-il en déduire que le mouvement même de l'espoir est vain et pervers? C'est pourtant ce qui est en train majoritairement de se passer, ce qui est en tous cas la tendance générale, et entraîne, dans la foulée, la résignation à l'injustice et l'abandon même de l'idée de quelque histoire possible.

Le monde est à court d'idée...

On rattache abusivement à une idée soixante-dix ans de totalitarisme et de barbarie; or, ce n'est pas de l'idée qu'ils sont la conséquence, mais de sa stérilisation et de sa transformation en système qui précisément, en empêchant la pensée, s'opposait à tout projet possible. En réalité, le monde est dominé de façon implicitement totalitaire par une idée, d'autant plus dangereuse qu'elle n'est pas formulée, qui est que la pensée, en soi, est dangereuse, qu'il est vain et dangereux d'imaginer un autre type de rapports humains que la domination et l'exploitation: il faut écraser les plus faibles que soi, exploiter et dominer les autres humains et la nature toute entière, faute de quoi on est soi-même dominé ou exploité. Et adienne que pourra, puisque d'ailleurs il ne peut rien advenir, les choses ayant été ainsi de toute éternité. C'est une idée simpliste et bête. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle elle n'est pas explicitée, car elle pourrait alors facilement être réfutée.

On essaie de faire passer cet espèce de renoncement pour le triomphe définitif de la démocratie. Dans la réalité, il n'en est rien. Même si en tant qu'anarchistes, nous pouvons porter à la démocratie des critiques théoriques fondamentales, qui portent notamment sur le concept de

représentation, il n'en reste pas moins qu'elle vise, entre autres choses, à l'égalité en droit des humains. Or le capitalisme décrète que, de droit, l'inégalité régit les rapports sociaux. Capitalisme et démocratie sont donc théoriquement antinomiques; dans la réalité, le capitalisme utilise la démocratie comme un leurre.

Dans ce contexte, les idées anarchistes apparaissent comme irréalistes et irréalisables. Comme pourtant toute autre idée réelle, c'est-à-dire vivante parce que prenant en compte à la fois la vie quotidienne et ce que l'on sent qu'elle pourrait être, elles sont cependant parmi les rares à être réalistes, puisque elles ont l'ambition d'influer sur le cours de l'histoire, ce qui est seul susceptible d'éviter une catastrophe ou une situation catastrophique et permet d'introduire un sens dans son existence personnelle. Mais ce n'est pas tout d'avoir raison, encore faut-il que cette raison puisse résonner là où elle est dite. Autant dans la période précédente il pouvait être utile de faire ponctuellement des propositions concrètes (qui pouvaient même parfois avoir un aspect «réformiste»), parce que ces propositions s'inscrivaient naturellement dans un mouvement général, malgré les contradictions et les conflits, autant ceci me paraît aujourd'hui illusoire; des propositions ne peuvent être reçues que dans la mesure où elles ne vont pas à l'encontre d'un mode de pensée global et du système de références qui le sous-tend, et lorsqu'elles peuvent être «digérées». Il est sans doute impossible de convaincre qui n'est pas ouvert à la possibilité d'être convaincu, ou en tous cas à la possibilité que ses convictions puissent n'être pas absolues et soient susceptibles de critique. Quand l'air du temps, qui est celui dans lequel nous vivons, transporte des valeurs auxquelles nous sommes foncièrement opposés, et que ce que nous proposons va complètement à son encontre, littéralement, ceux à qui nous nous adressons ne peuvent qu'être sourds à ce que nous avons à dire.

Ce n'est pas une raison pour ne rien faire ou ne rien dire

Ce serait plutôt une raison pour faire ce qu'on pense devoir faire sans autres concessions que celles qui tiennent à la survie personnelle, et dire ce qu'on a à dire dans toute sa radicalité, sa cohérence et ses développements, puisque ce n'est qu'ainsi que cela peut prendre sens. Dans le désarroi actuel, les idées anar-

chistes ne peuvent pas rester intacts, telles qu'elles étaient il y a dix ans ou cent ans. Une situation radicalement nouvelle exige une remise en question de tout ce qui nous apparaissait fondamental dans les périodes précédentes. Aujourd'hui deux concepts anarchistes me paraissent cependant conserver une valeur fondamentale, parcequ'ils ne sont pas contingents à une situation historique donnée; il s'agit à mon sens, d'une part de l'exigence éthique qui parcourt toute la pensée anarchiste, sans préjuger du contenu même de cette éthique, et d'autre part du concept d'action directe (3). Ceci ne signifie par que les autres concepts fondamentaux de l'anarchisme, tels que la lutte des classes ou la possibilité d'une organisation sociale dont le prototype serait l'autogestion, soit faux, mais qu'ils sont à réexaminer, peut-être même dans leurs fondements.

Poser des actes, ou des idées (bien que, évidemment, actes et idées ne soient pas de même nature), alors que les uns et les autres vont à l'encontre, radicalement, des idées et des actes totalitairement dominants, prouve, par le fait même, que ceux-ci ne sont pas inéluctables, ni les seuls possibles. Ces actes et ces idées sont donc susceptibles de participer à un processus de remise en marche de la pensée et de préparer ainsi un temps où les idées anarchistes pourront, à nouveau, avoir un impact direct sur les terrains politique et social.

Quand la norme, c'est de ne pas penser, penser devient un acte révolutionnaire

Je souhaite que les anarchistes soient parmi ceux qui posent cet acte et d'autres, et qu'ils ne se réfugient pas dans un dogmatisme défensif qui les diviserait en organisations rivales enfermées dans des oppositions stériles les empêchant de s'ouvrir à un futur et à un ailleurs qu'ils doivent dire déjà présent, ici.

Au delà, je souhaite même qu'ils ne soient pas seuls et s'affrontent à d'autres courants de pensée, même ennemis, mais qui aient d'autres ambitions que d'élaborer des règlements répressifs, par exemple d'avoir une vision dynamique de l'Univers et des relations inter-humaines, comme cela a été parfois le cas dans le passé et quelque soit l'opinion qu'on puisse porter sur ces idées. Je

souhaite que ceux pour qui le communisme était autre chose qu'un conformisme rassurant, mais d'abord un espoir qu'ils portaient et qui les portaient, puissent en développant leurs propres réflexions, ne pas perdre espoir.

Dans un «réel» qui s'impose à moi, mais auquel je suis complètement étranger (et je ne suis pas le seul), il me reste les idées, que je sais tout aussi réelles, puisqu'elles existent en moi et en d'autres, et qu'elles sont soutenues par la raison et le désir qui sont les seules justifications à mon existence. Le seul point de contact, et non de rencontre, entre ces deux réalités est mon existence concrète et ses contradictions; il est aussi dans la rencontre avec l'autre et avec les autres, dans les interrogations que cette rencontre suscite en moi.

J'imaginerai des cités harmonieuses dans lesquelles régnera la justice et où le bonheur d'une rencontre égalitaire sera possible. Ce monde est réel, puisqu'il est raisonnable et possible. Entre cette réalité et l'autre, qu'on nous présente comme seule possible, il n'y a pour l'instant aucun compromis possible.

Et puis, un jour peut-être, les peuples, les hommes, découvriront qu'ils font fausse route, qu'ils se sont fait bernier et se sont bernés eux-mêmes. Je n'ai aucun

pouvoir pour les en convaincre; cette découverte ne peut venir que d'eux-mêmes. Ils se saisiront de mes idées, des idées anarchistes et de toutes les idées et, dans le quotidien de nos vies, nous en feront quelque chose de tout à fait nouveau.

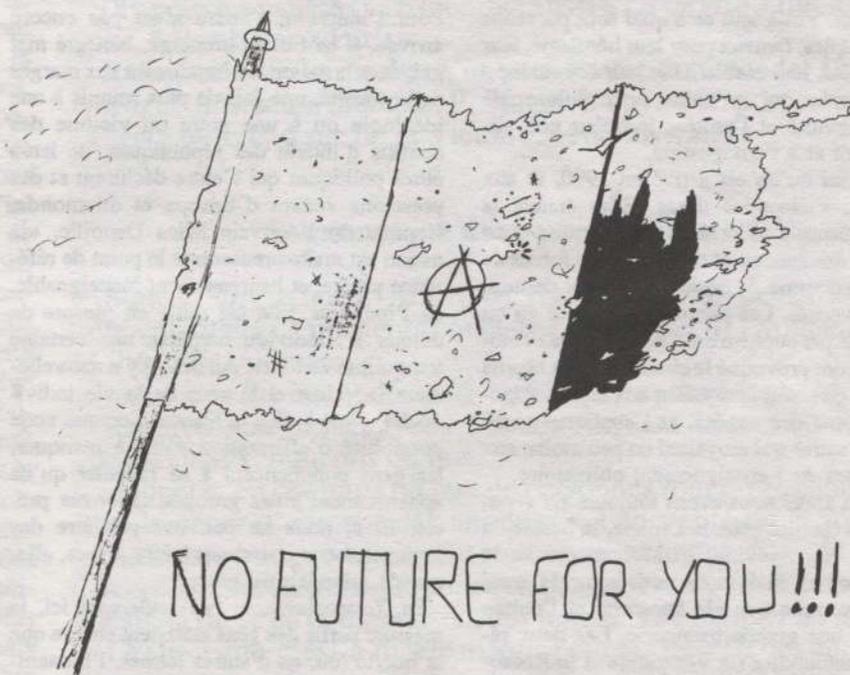
Ce sera l'Anarchie. Elle ne ressemblera en rien à ce que j'aurai pu imaginer, et n'en sera que plus belle.

Alain, août 91

(1) Dans son ouvrage *Remaking the society*, à paraître prochainement aux éditions de l'ACL, Murray Bookchin insiste justement sur l'aspect social de l'écologie et critique son affadissement par ceux qui en font une vague théorie mystique.

(2°) Voir le bulletin RAT «Réseau pour l'Abolition de la Télévision Brisons nos chaînes c/o Publico, 145 rue Amelot 75011 Paris.

(3) Par action directe, on ne peut pas évidemment entendre un acte forcément violent. Il s'agirait même, en principe, du contraire, puisque cet acte s'oppose à une structure sociale qui est, dans son essence, violent. Il s'agit d'abord d'agir, comme on le juge juste, sans attendre une justification extérieure et formelle.



LE DANGER NATIONALISTE

Mira Oklobdzija, sociologue et anarchiste yougoslave, offre dans ces notes, tirées d'un essai plus ample à paraître dans la revue italienne *Volontà*, des éléments d'explication du nationalisme yougoslave. Les dirigeants nationalistes actuels, après la mise en parenthèse des différences pendant l'époque de Tito, jouent toutes leurs cartes sur les différences, annulant tous les aspects unifiants au profit de ceux qui divisent.

Ces cinquante dernières années, qu'est-ce que les écoliers yougoslaves, de toutes les républiques, ont étudié et appris? Avant tout on leur enseignait qu'il y avait six républiques et deux régions autonomes, tout autant de peuples et nombre de groupes ethniques (vivant tous en bonne harmonie), trois confessions principales, un pays petit mais plein de ressources et fort intéressant, riche en minéraux, et une côte adriatique bien plus belle que l'italienne, une tradition culturelle multiple, de grands personnages célèbres qui avaient enrichi les connaissances de l'humanité, un passé difficile mais héroïque. Au cours de l'histoire, il s'est toujours trouvé quelqu'un pour vouloir nous dominer, mais nous avons chassé les Romains, les Vénitiens, les Turcs, les Autrichiens et les Hongrois, nous avons vaincu les fascistes, dit non à Staline et échappé aux pièges de l'impérialisme, sachant toujours comment faire façon de l'ennemi extérieur et intérieur. Voilà tout ce à quoi sont parvenus nos peuples, fameux pour leur héroïsme, leur honnêteté, leur cordialité et leur hospitalité - des peuples qui ont choisi pour philosophie «la fraternité et l'unité», jusqu'au non alignement et à l'autogestion.

Et voici qu'on est arrivé en 1990, et aux premières élections libres. Elles étaient la conséquence d'une crise du système qui rampait depuis des années, et des efforts de forces de gauche comme de droite de trouver de nouvelles vérités. Les premiers pas de ce qu'on a appelé par euphémisme «notre jeune démocratie» ont provoqué le chaos dans les esprits des ex-élèves qui croyaient aux leçons apprises depuis des années, et l'euphorie parmi bien d'autres qui croyaient un peu moins aux préceptes de l'enseignement obligatoire.

Un an après nous avons toujours six républiques (la Slovénie, la Croatie, la Serbie, la Bosnie-Herzégovine, le Montenegro et la Macédoine), mais nous nous sommes aussi rendu compte que «la fraternité et l'unité» étaient une grande tromperie. Les deux régions autonomes (la Voïvodine et le Kossovo) ne sont plus autonomes, mais font partie de la Serbie. Les nombreux peuples (Serbes, Croates, Slovènes, Musulmans, Macédoniens et Monténégrins) ont commencé, chacun pour soi, à faire le compte des dommages financiers subis par la faute des frères d'hier qui

les ont exploités, ont écrasé leurs cultures, les ont trompés. Les minorités elles aussi, les Albanais avant tout (qui sont près de 3 millions en Yougoslavie) tentent de trouver une meilleure place au soleil, mais les résultats sont maigres. Même dans les milieux religieux, le processus est de plus en plus lié au nationalisme - avec la bénédiction des pères séculiers-politico-nationalistes - au point que, lors du recensement de cette année, le terme «Yougoslave» a été supprimé des appartenances nationales. La nouvelle histoire classe le Yougoslave dans la catégorie «autres».

Au lieu de l'unité, on cherche à mettre en place la souveraineté des républiques et la séparation, au lieu de la fraternité la désunion. Deux concepts nouveaux de la communauté yougoslave sont proposés: fédératif, soutenu par la Serbie et le Montenegro, et confédéral, soutenu par tous les autres. La nation a pris la place de la classe comme catégorie dominante de la réalité sociale. Pour l'individu, l'heure n'est pas encore arrivée. Il se trouve immergé, bon gré mal gré, dans la nation, ou impuissant aux marges de la société, une fois de plus soumis à une idéologie ou à une autre ou victime des conflits d'intérêt des républiques, de leurs élites politiques qui s'entre-déchirent et des pressions venant d'Europe et du monde. Comme dit l'écrivain Mica Danojlic, «la nation est malheureusement le point de référence ultime, et heureusement inatteignable, de l'individu. Elle est seule en mesure de donner à l'individu perplexe une certaine tranquillité de l'être. Au delà il y a naturellement la valeur et le sens de la vie individuelle, c'est-à-dire la liberté. Lorsque cette possibilité d'affirmation vient à manquer, les gens commencent à se rappeler qu'ils appartiennent à des groupes nationaux précis. Et si nous ne pouvons pas être des hommes, nous cherchons à être serbes, allemands, irlandais ou grecs».

En Yougoslavie, et pas seulement ici, la majeure partie des gens attendent encore que la liberté (ou, en d'autres termes, l'humanité) leur soit donnée. On ne peut évidemment ni donner ni recevoir pareil cadeau; l'impossibilité de comprendre cela nous ramène au problème de la domination de la nature humaine, mais c'est là un thème de discussion autrement complexe.

Un phénomène complexe

Comment alors décrire la Yougoslavie d'aujourd'hui? Au niveau de l'information, c'est un pays où, pour pouvoir comprendre ce qui s'y passe, il faudrait regarder au moins trois émissions de télévision des diverses républiques et observer dans quelle mesure un événement donné est présenté de diverses manières; il faudrait lire au moins cinq quotidiens officiels ou indépendants, pour la même raison, en suivant en même temps les médias européens pour se rendre compte de la manière dont la situation est présentée (et aussi pour savoir ce qui se passe dans le monde, étant donné que les médias yougoslaves se concentrent sur les événements locaux, ne laissant qu'un minimum de place à ce qui se passe hors des Balkans).

Au niveau politique, il faut être attentif surtout à l'euphorie nationale, aux affrontements armés, aux morts, aux blessés et aux viols, aux villages bloqués, aux barricades dans les rues, au rôle indéfini des forces armées des républiques, à l'armement illégal des citoyens, aux réunions stériles qui se déroulent en permanence entre les présidents des républiques (des «cow-boys», pour un journal italien), au non fonctionnement de la présidence fédérale, au parlement fédéral qui n'est pris au sérieux par personne, au renforcement des partis de droite, aux tentatives frénétiques des partis de gauche et des comités d'habitants de faire entendre leur voix, sans succès.

Au niveau légal, le chaos est total: sept systèmes juridiques coexistent (le système fédéral et ceux des républiques), ce qui rend fort douteuse toute procédure, puisque les lois sont appliquées selon la convenance du moment par les magistrats, pour des raisons politiques et non juridiques.

Au niveau économique, la situation est voisine de la catastrophe, tant à cause des hypothèques du passé qu'à cause de l'affaiblissement du marché intérieur et de l'absence d'aide étrangère (conditionnée à la normalisation de la situation politique); il en résulte une chute du pouvoir d'achat de la population, un accroissement de l'inflation, une augmentation brusque du chômage, l'impossibilité de retirer des devises étrangères des banques (à de rares exceptions près), la méfiance des investisseurs étrangers pour une «zone à risques» en Europe, la stagnation du tourisme qui est une des principales activités du pays (en juin, on a comptabilisé 5% du nombre de touristes étrangers présents en juin de l'année précédente).

Pour ce qui est de la situation sociale en général, elle se caractérise par la peur, la

méfiance, la haine, l'insistance sur les différences entre les ethnies, la floraison des nationalismes.

En bref, la Yougoslavie est aujourd'hui un terrain de choix pour les journalistes en mal d'aventure et pour les sociologues qui veulent étudier sur le terrain, et non dans les livres, comment se passent les conflits tribaux, les changements rapides de la structure sociale et la redistribution du pouvoir.

Ce n'est là qu'une description synthétique d'une situation; dire que la crise yougoslave est un phénomène complexe et compliqué n'est pas jouer avec les mots. Si nous voulons comprendre ou chercher à comprendre le nationalisme, une des caractéristiques principales de cette crise, il est nécessaire de s'intéresser au passé, ne fût-ce qu'incidemment. Et on rappellera un aspect souvent passé sous silence, les différences politiques et ethnographiques du pays.

Sur la carte politique, les républiques se divisent selon un axe nord-sud; on parle donc de républiques septentrionales (la Slovénie et la Croatie), centrales (la Bosnie-Herzégovine, qui est dans une situation extrêmement délicate en raison de sa composition mixte), et méridionales: celles qui ont conservé le «système socialiste» (la Serbie et le Montenegro), et la Macédoine au sud-est, qui se proclame semblable à celles du nord-ouest. Mais si l'on examine la carte ethnographique et les frontières culturelles, le tableau change du tout au tout. Ces frontières ne recouvrent pas les frontières politiques, mais vont d'est en ouest. De ce point de vue il existe une zone méditerranéenne (avec une partie de la Slovénie, de la Croatie, de la Bosnie-Herzégovine et du Montenegro), puis la zone dinarique (parties de la Croatie, de la Bosnie-Herzégovine, de la Serbie et du Montenegro), la panonique (parties de la Croatie et de la Serbie), et la zone alpine avec une grande partie de la Slovénie. Enfin, la zone des fleuves Vardar et Morava, qui comprend une partie de la Serbie et de la Macédoine, est liée aux pays balkaniques qui ne font pas partie de la Yougoslavie: Bulgarie, Grèce et Albanie.

Des différences exaspérées

Peuple et lignée se caractérisent en premier lieu par la même appartenance de sang, de langue et de culture (ou de vie sociale). «Le peuple en tant que groupe ethnique crée le sentiment d'une appartenance commune à la culture et au destin, vue comme protection contre les menaces naturelles, contre la guerre et contre l'ennemi». Ce sentiment se manifeste sous la forme du patriotisme, sentiment émotif et non rationnel. Il entre donc dans les normes de la vie psychique. «Les menaces contre ce sentiment, réelles ou imaginaires, accumulent les frustrations, et les frustrations se résolvent en agressivité». Le mécanisme de défense qui se déclenche lors de frustrations collectives (et individuelles) est une montée de haine et de méfiance envers autrui. Les manifestations du sentiment d'appartenance ethniques peuvent s'exprimer sous

la forme du binôme amour/haine (patriotisme/xénophobie), où souvent les deux termes sont aveugles. Martin Buber écrivait en 1921: «Le peuple est un phénomène de la vie; la nation, un phénomène de conscience; le nationalisme, une manifestation de l'exaspération de la conscience». Mais le nationalisme ne reste pas à un niveau conscient, il se situe dans la dimension des instincts, parce qu'il provoque des comportements d'agression, tandis que la raison ne produit pas de réactions émotionnelles.

Le politologue Louis Wirth classe les nationalismes en quatre catégories: expansionniste ou hégémonique; séparatiste ou particulariste; marginal; nationalisme des minorités. Aujourd'hui, ces quatre types sont présents en Yougoslavie. Certains sont insérés dans la politique suivie par les diverses républiques, et donc considérés comme légitimes; d'autres sont en revanche considérés comme illégitimes. Dans la manière d'appliquer les normes légales, dans l'analyse des informations et la définition des divers types de nationalisme, il n'y a pas de positions concordantes. Mais tout le monde convient qu'il y a divers moyens d'analyser le phénomène. Chacun contredit l'autre, et reforme le binôme nous/eux. Nous les démocrates, eux les nationalistes.

Une des motivations qui pourrait expliquer ce qui se passe doit être recherchée dans l'histoire récente, ou dans l'idéologie et la ligne politique qui la caractérisent. Depuis la Deuxième Guerre mondiale jusqu'en 1990, à tous les niveaux de la vie sociale, l'idéologie communiste était le seul et unique point de référence admis. Pour ce qui est des rapports interpersonnels, ce qui était prescrit était «fraternité et unité»; on insistait donc sur les traits unifiants et sur l'agrégation, on niait jusqu'aux différenciations (culturelles) qui auraient difficilement pu déboucher sur un conflit. Aujourd'hui, cette formule est remplacée par l'idéologie nationaliste. Il est intéressant de constater que tous les nouveaux partis qui ont accédé au pouvoir, et même certains restés dans l'opposition, proposent des programmes fondés sur la question nationale, laissant de côté les problèmes économiques. Aujourd'hui, on insiste donc sur les différences et on laisse de côté des aspects communs; à la place «fraternité et unité», on déclenche l'alarme en insistant sur «le danger traditionnel d'une influence négative de la rencontre de nos intérêts propres avec ceux des autres».

Ainsi naissent la haine et la méfiance; toutes les vérités d'hier deviennent des mensonges, et on place sa confiance dans les nouveaux pères de la patrie. Nombre de théoriciens estiment que les sentiments nationaux, opprimés pendant des années, doivent «s'épancher»; d'autres disent qu'il n'est pas difficile de manipuler un peuple habitué à obéir à ses chefs. Ce phénomène de l'obéissance à l'autorité suprême dérive de la culture patriarcale, qui est dominante dans la majeure partie des Balkans. Le président Tito a été pendant des décennies le père de tous les Yougoslaves. Après sa mort, personne ne pouvait plus identifier cette autorité avec la présidence collégiale qui avait repris les fonctions de Tito. C'est alors que sont ap-

parus les nouveaux patrons, qui devaient remplir l'espace émotionnel et canaliser l'amour des fils perdus. En faisant revivre les traditions, Dieu, les héros antiques, les chants oubliés, la mythologie et le passé glorieux de leurs nations, ils ont réussi à réveiller les masses léthargiques. Sans oublier (comme si cela était possible) d'orienter bonne partie de ces énergies assoupies vers la méfiance et la haine.

Diviser pour régner

Même s'il est vrai que jusqu'à hier l'égalité était imposée et qu'une uniformité inapplicable était encouragée, il est encore plus vrai que la propagande actuelle affirmant l'impossibilité de surmonter les différences ne se fonde sur aucune réalité. La vieille loi «diviser pour régner» démontre une fois de plus son efficacité. Le romantisme nationaliste a vaincu les choix rationnels. La Communauté européenne et les Etats-Unis jouent le rôle de juges sévères, mais non seulement ils n'arrivent pas à garantir le fair play mais ne comprennent même pas comment ils pourraient agir sur un terrain où chaque joueur applique ses propres règles.

Quelques petits exemples permettent toutefois de garder quelque espoir. J'en citerai un seulement. Le village de Kijevo (habité par des Croates), en Krajina, était isolé du monde ce printemps. Sur les routes, les barrières édifiées par leurs voisins des villages serbes ne pouvaient être passées par l'armée. Ainsi, aucune denrée alimentaire n'arrivait à Kijevo, pas plus que les médicaments ou les médecins. Selon les déclarations du chef de la police locale, les gens ont pu supporter le siège parce que d'autres voisins, provenant de villages serbes voisins, venaient chaque jour leur apporter le nécessaire par les sentiers.

Il se peut que de pareils exemples existent ailleurs aussi, mais les journalistes obéissants oublient d'en parler. En tout cas, des situations de ce genre ne peuvent jouir d'une grande publicité, en raison du climat régnant. Si de pareils exemples se multipliaient, ils pourraient peut-être émousser les lames de la haine et de la méfiance, rappelant aux mémoires des temps meilleurs où la convivance n'était pas un problème. Les gens pourraient peut-être commencer à comprendre qu'il est dangereux (et historiquement criminel) de mettre tout le poids sur des différences qui objectivement n'existent pas, à moins que d'aucuns n'essaient de les imposer aux consciences. Et peut-être alors pourrait-on constater que les gens du commun, une fois réveillés de leur sommeil hypnotique imposé d'abord par le communisme, puis par le nationalisme, ont plus de bon sens que ceux qui les guident. Cela ne plairait certes pas aux chefs nationalistes. A ceux-là, ce sont les différences qui plaisent tant.

Mira Oklobdzija
(traduit de l'italien)

TROIS JOURS QUI EBRANLERENT LE MONDE

O a versé beaucoup d'encre sur la prétendue incapacité des putschistes communistes en URSS, en les jugeant selon des critères qu'il n'est pas sûr qu'ils aient suivis. En effet, tous leurs actes indiquent qu'ils appliquaient un pronunciamiento; c'est-à-dire que leur seule attitude décidée, leur simple déclaration prometteuse de changements allaient leur attirer l'adhésion, voire la neutralité bienveillante de l'ensemble de la population, et de la majorité de l'appareil du Parti. C'est ainsi que furent éliminés Beria, Kroutchev, avec plus ou moins de violence, parfois pas du tout. Dans le cas présent, les auteurs du pronunciamiento ont dû rapidement sentir que le terrain était «miné», bien que la situation soit favorable.

Voyons d'abord la situation: plus de cinq ans de bonnes paroles pour la liberté et les réformes; et la liberté est en bonne partie présente, mais les magasins sont plus vides qu'avant et les spéculateurs foisonnant au grand jour, au point que des Soviétiques ont forgé la formule: «la perestroïka: le siècle d'or de la mafia(1)». Le mécontentement est certain. De plus, quel que soit l'horizon politique, on ne promet aux Soviétiques que des plans sévères fondés sur plusieurs millions de chômeurs pendant des périodes de 5 à 10 ans. La seule proposition socialisante appuyant des collectifs de travailleurs librement fédérés a été celle de Soljenitine, ironiquement rejetée par l'ensemble des tendances politiques officielles de l'URSS. Par contre, les allusions à une «thérapie de choc», sur 10 ans comme en Pologne(2), comme au Chili où l'économiste Milton Friedman lança la formule et l'application, sont véhiculées par certains médias(3).

On a pu constater les conséquences de cette situation dans les réactions au pronunciamiento. A Moscou, pour une agglomération de plus de 10 millions d'habitants, on a «quelques dizaines de milliers de personnes» pour défendre le parlement russe, symbolisé par Eltsine; avec quelques soldats et miliciens armés, et des véhicules blindés vieillots. De plus, selon un sondage du 20 août portant sur 1438 personnes à Voronège,

Krasnoyark, Petrograd et Lvov, si, dans les quatre villes, la majorité considère la junte comme illégale, non crédible, et capable de faire «des répressions en masse», les réponses changent à la dernière question. En effet, il s'agissait de déterminer l'attitude à adopter face à l'appel d'Eltsine à la «grève illimitée» (un paradoxe pour un adversaire de la grève des mineurs!). La majorité est contre à Voronège 49%, 21% sont indécis et 30% pour. A l'opposé, à Krasnoyark, la majorité suit Eltsine à 57%, avec 33% contre et 10% d'indécis. A Petrograd, si 40% sont pour Eltsine, 31% sont contre et 29% indécis. A Lvov, la ville est partagée avec 42% pour, 38% contre et 20% attentistes. Une opinion du même jour, recueillie à Moscou, est caractéristique: «C'est une révolution illégale, dont les auteurs sont coupables et doivent en porter toute la responsabilité, eu égard à la loi. Pour ce qui est de la «Maison Blanche», franchement je n'irai pas, parce que je sens qu'il y aura des victimes. J'ai un enfant et ma femme.» (Juriste, 40 ans)(4).

Quant aux coulisses de l'Etat, le ministère de l'Intérieur, le KGB et les forces armées, il me semble évident que Gorbatchev y avait placé des pions sûrs qui expliquent deux attitudes visibles. D'abord celle du général de région de Petrograd lisant à la radio les ordres de la Junte, mais mettant ses forces à la disposition des «ennemis»; et puis ce mystérieux corps du KGB refusant d'arrêter Eltsine, comme si des flics pouvaient avoir du vague à l'âme pendant le service...

Les auteurs du pronunciamiento ont eu alors, face à leur absence d'audience, l'intelligence de ne pas déclencher de massacres, ce qui préserve leur avenir politique... vu les projets économiques d'Eltsine et de Gorbatchev.

De leur côté, Eltsine et Gorbatchev (qu'ils aient été opposés ou qu'ils soient de mèche), ont soit manoeuvré, soit improvisé avec de solides atouts. Première carte, des représentants conservateurs du PC sont placés à des postes clés fin 1990 par Gorbatchev lui-même (comme pour leur faciliter la tâche pour un coup d'Etat). Deuxième carte, Eltsine

publie le 20 juillet 1991 un décret sur «la suspension des activités des structures organisationnelles, des partis politiques et des mouvements sociaux dans les organes de l'Etat, des administrations et des organisations de la Russie». Et le décret précise que «la participation ou la non participation des citoyens aux activités des partis politiques et des mouvements sociaux ne peut servir à limiter leurs droits, y compris le droit à exercer toute activité conforme à la législation russe». Le décret entre en vigueur 14 jours après sa publication, soit depuis le 3 août(5). Il s'agissait d'une authentique déclaration de guerre pour chasser les communistes de leurs fiefs. Ces derniers ne pouvaient que répondre par la force soit parlementaire (limitée) soit extra parlementaire (KGB, Armée). Troisième carte, la dernière, le «Mouvement de Réformes Démocratiques» animé par certains partisans d'Eltsine, les maires de Petrograd (Sobtchak) et de Moscou (Gavril Popov), Chevardnadze, etc... annonçait par la voix de G. Popov la nécessité de créer un parti. Pour lui, il faut se situer face au Parti et face à une troisième force en progrès. Vu que le PC et les démocrates n'avancent pas, «pédalent dans la semoule», une autre force qui promet monts et merveilles -comme le fascisme d'Hitler- peut l'emporter. Il faut donc créer un parti et même: «Aujourd'hui, nous avons tous besoin d'un pouvoir exécutif fort sans lequel rien ne se fera. Aujourd'hui, nous avons tous besoin d'ordre et de discipline» (6). Au passage, on peut noter la profonde identité de revendications entre communistes démocrates et -sans doute- fascistes soviétiques. L'important est que les partisans de la manière forte dans le PC ont été poussés à l'action par l'action de Gorbatchev et d'Eltsine.

Actuellement, l'adoption du même décret d'Eltsine à l'URSS avec une belle amélioration de Gorbatchev donnant le pouvoir aux soviets élus démocratiquement, et les déclarations d'indépendance, ne changent strictement rien au problème de fond. Il y a une absence de structure économique nouvelle et une disparition de l'ancienne depuis 1 ou 2

ans, et tant que rien ne se forme, les prêts occidentaux semblent autant d'argent qui entrent dans les poches des mafias, avec des miettes pour les lampistes soviétiques.

La reconnaissance des Pays Baltes par ceux-là même qui la niaient en 1990 sous prétexte de ne pas mettre des bâtons

dans les roues de la politique de Gorbatchev ne consacre aucune indépendance de fait. C'est le passage de l'orbite soviétique à l'orbite scandinave. On verra dans un ou deux plans quinquennaux, où dans l'URSS new look ou dans les Pays Baltes à la sauce capitaliste, le taux de chômage sera le plus élevé.

truit comme le voulaient les chefs croates, mais n'est pas tombée dans le piège du bain de sang, synonyme de cassure définitive du pays. Quant aux policiers croates, ils ont joué aux héros, mais avec leurs missiles sol-air importés d'Autriche et de Hongrie, ils sortaient légèrement de leur fonction de simples flics patriotes. Quant aux paysans croates et serbes, j'ai des doutes profonds sur leur acceptation de la situation, et de la présence subite et non désirée de «compatriotes» hystériques, défenseurs d'une pureté ethnique dont personne ne s'était soucié dans ces zones. Le pire est que la contagion nationaliste semble voir détruit le mouvement pacifiste de Slovénie, et les rares libertaires croates sont complètement déboussolés. La preuve, ce camarade de Zagreb à la recherche de l'expérience des milices espagnoles en 1936-39 pour l'appliquer dans la lutte contre l'armée serbe, faisant état cependant de groupes opposés à la guerre à Zagreb(9).

DEUTCHLAND UBER ALLES

« (Tito) croit que sa politique, qui consiste à jouer les nationalités les une contre les autres, est la meilleure et qu'il faut la poursuivre. Mais les dangers que fera courir à l'unité yougoslave le mécontentement croate au moment de la disparition de Tito est immense. » (1976)(7).

Cette déclaration d'Ante Ciliga, spécialiste dans sa chair et par sa documentation sur l'URSS et la Yougoslavie, appelle deux remarques. Ce n'est que 11 ans après la mort de Tito que le problème se pose, mais le cadre était en effet placé et prêt à exploser. Ensuite, je n'ai pas vu venir l'explosion, mais les copains yougoslaves libertaires dans le pays semblent avoir été dépassés. Le détonateur est venu indirectement de l'URSS, avec le démantèlement du mur de Berlin. Un raz de marée d'hommes d'affaires allemands a dû reprendre les routes historiques de l'influence germanique en Europe Centrale. Le carcan yougoslave a commencé à pourrir sous l'effet d'une hypothétique adhésion de la Slovénie et de la Croatie seules à la CEE. On a pu remarquer que l'année 90-91 a été celle de ventes secrètes d'armes de la Hongrie à la Croatie, et d'une multiplication de ventes d'armes en Autriche qui, par exemple, en 89 et 90 est devenu le second acheteur d'armes espagnoles, au même niveau que tous les pays de la CEE(8). Si même les médias se sont aperçus du trafic, on peut supposer que les gouvernements de la CEE étaient parfaitement au courant et pas mécontents d'un nouveau partage de la Yougoslavie (l'Istrie de nouveau sous la botte italienne, la Macédoine sous l'emprise hellène, avec la Slovénie et la Croatie pour l'Autriche-Allemagne, sans compter sans doute quelques miettes pour la Hongrie et la Bulgarie).

Le mécanisme du nationalisme décrit précédemment dans *IRL*, sur le terreau des antagonismes séculaires croates et serbes, fonctionne parfaitement. Et de même, les liens fraternels non moins séculaires entre Croates et Serbes justifient le maintien d'une fédération yougoslave sur de nouvelles bases. Dans le pire des cas, l'incorporation de la Slovénie et de la Croatie dans l'orbite de La

CEE, et l'abandon de la Yougoslavie, relance le pari, déjà évoqué pour les Pays Baltes et l'URSS sur l'importance du taux de chômage dans ces régions d'ici une dizaine d'années.

Pour aborder plus concrètement le problème, on assiste à une partie d'échecs avec de la chair humaine en jeu, et des hystériques armés et (bien) payés de chaque côté qui cherchent à envenimer la situation pour évincer les leaders, ex ou encore marxistes léninistes à la sauce chauviniste. L'armée serbe a tué et dé-

BULGARIE LIBERTAIRE

Sur le plan politique, les événements soviétiques ont amené l'imitation habituelle, avec la suppression momentanée de l'activité des partis politiques; l'inquiétude venant plus de la Yougoslavie que de l'URSS. La vie de tous les jours a légèrement évolué en bien: on trouve plus de nourriture, avec autant de queue, et à des prix astronomiques.

Sur le plan anarchiste, outre la manifestation du premier mai, les camarades ont manifesté le 2 juin à Sofia, à la mémoire de Khristo Botev (patriote bulgare mort en 1876, fortement influencé par Bakounine) et des «anarchistes

morts dans le combat pour la liberté et la justice sociale». Le même jour, une manifestation pour le même motif avait également lieu à Kalofer (centre du pays). La veille, à Pavel Bania (centre, dans la vallée des Roses), il y avait eu un hommage à trois célèbres anarchistes et combattants anti-fascistes de cette région: Ivan Balev, Ivan Ratchev, Khristo Nestorov. Ivan Ratchev est mort en émigration en France, calomnié par la majorité de l'émigration officielle, apprécié, non sans critiques, par les autres militants anarchistes.

meeting du 1er mai 1991 en Bulgarie



Le 27 juin, une autre manifestation s'est déroulée devant le siège de l'ex Sûreté d'Etat (SE), rebaptisée rien moins que «Service National pour la Défense de la Constitution» (SNDC)!! Le but était double: il s'agissait de demander la libération de deux camarades soviétiques arrêtés par le KGB en URSS depuis mars 1991, Rodionov et Kuznetsov, membres de l'«AROM» (Jeunesses Unifiées Anarchistes Révolutionnaires). D'autre part, c'était une protestation contre la transformation de la Sûreté en organe bidon de défense de la constitution, alors que le corps n'a pas changé, et que les médias bulgares font le black out. Il y avait deux banderoles. La première disait: «Le KGB n'a rien à voir avec la SE et la SE n'a rien à voir avec le SNDC»; l'autre: «Qui sont et où sont les «costauds» de la SE qui nous avaient cogné comme des sauvages? Qui travaille, que fait-on au SNDC? Qu'avons-nous payé et combien payons-nous pour tout ça? Nos enfants vont-ils subir la même chose?» Après une discussion aigre-douce avec des officiers du SNDC, les manifestants sont repartis sans encombre, et la presse s'est fait l'écho de la manifestation. En

fait, dans *Demokratsia* du 28 juin et *Trud* du même jour, une photo et un petit texte signale la solidarité des anarchistes bulgares pour leurs camarades russes, mais la partie sur le SNDC est occultée. Un bon point cependant, une pub gratuite pour l'organe anarchiste *Svoboda Misseul*, «la publication la meilleure marché du pays» (60 centimes).

Sur le plan interne, une enquête réalisée dans le bulletin *Inisiativa* n°5 et n°6 du mois de mai 91 donne une vision des camarades. Il y eut 9 réponses de camarades de la Fédération Anarchiste Bulgare (moyenne d'âge 67 ans) et 17 des Jeunesses (moyenne d'âge 24 ans). Possibilités anarchistes actuellement: -partielles 69%; -bonnes 19%; -mauvaises 15%. Collaboration avec certaines forces politiques sur une question précise: -dans certains cas 65%; -oui 27%; -non 11%; -pas d'importance 3%. Si le parti démocrate veut former un gouvernement sans communistes: -d'accord 50%; -sans intérêt pour les luttes pour le pouvoir 46%; -refus 3%; -ce sera pire pour nous 3%. Application de la propagande anarchiste: -oui 69%; -parfois 31%; -active 15%; -aucune 0%.

EN GUISE DE CONCLUSION

Le marxisme léninisme a laissé un état d'esprit que Ciliga avait déjà signalé en 1938: «La lutte entre Staline et Trotsky concernait les politiciens et les apparatchiks; pour les uns comme pour les autres, le prolétariat n'était qu'un objet passif»(10). Il en va de même aujourd'hui. Gorbatchev impose d'en haut la perestroïka. Eltsine lance son décret de déclaration de guerre. Popov prépare un parti fort et discipliné. Les leaders croates et serbes lancent leur guerre, et auparavant les Slovénes avaient fait de même. En URSS, la confusion règne encore, mais en Yougoslavie prétendre rentrer dans la CEE, dans le désordre, en guerre fratricide, alors que la Communauté a tendance à chouchouter les régions pauvres et à protéger les cultures minoritaires, c'est vraiment traiter ses compatriotes en débilés. Mais cela a lieu, et les gens sont manipulés, grâce à des décennies de propagande marxiste léniniste (que la source soit Tito ou Staline, l'eau est la même).

Les interventions occidentales au Koweït, en Irak, les tentatives d'interposition en Yougoslavie, les futures interventions en Afrique, au Moyen-Orient, sous le prétexte de la protection des ressortissants occidentaux, tout cela nous renvoie au XIX ème siècle colonisateur.

Il faut donc être vigilant face au «fascisme sympathique» que représente la vie dans les pays industrialisés.

Martin Zemliak.

(1) *Argumenti i Fakti*, Moscou n°26, 4/7/91.

(2) *idem*.

(3) selon *Le Canard Enchaîné* 18/9/91.

(4) *Argumenti i Fakti*, n°33, 23/8/91.

(5) *idem*, n°29, 25/7/91.

(6) *idem*.

(7) *Le Nouvel Observateur* 6/12/76.

(8) *El Pais* 31/7/91.

(9) *Umanita Nova* 9/91.

(10) Ciliga: *The Russian enigma* Londres 1979, p.273 (trad. anglaise de *Au pays du mensonge déconcertant*.)

femmes en noir donne in nero

A partir du 2 octobre, puis tous les mercredis, de 18 à 19 heures, des femmes se réunissent dans plusieurs villes de Yougoslavie, habillées de noir, pour dire tout haut leur refus de la guerre.

Le mouvement est né à l'imitation du mouvement italien *Donne in nero*, qui elles-mêmes suivaient l'exemple de femmes israéliennes et palestiniennes, qui elles-mêmes s'inspiraient des Folles de la Place de Mai en Argentine...

En Italie, depuis la guerre du Golfe, des femmes ont défilé dans un grand nombre de villes, avec pour seul slogan: **Fuori la guerra dalla storia!** (La guerre hors de l'histoire!). Aujourd'hui, elles disent leur solidarité avec les femmes yougoslaves, elles organisent des séminaires de réflexion, elles suivent de près le mouvement des hommes insoumis totaux.

Les femmes yougoslaves souhaitent que le mouvement s'étende», par solidarité et parce que la préparation à la guerre continue dans tous les pays du monde.

Cette information est diffusée dans tous les pays où nous avons des contacts féministes, libertaires, pacifistes, verts... Le mouvement peut évidemment prendre des formes diverses, mais si nous nous vêtons aussi de noir pour nous retrouver le mercredi de 18 à 19 heures et dire tout haut que nous ne voulons plus de guerre, ni de préparation à la guerre, nous aurons peut-être plus de chances d'être entendues.

Marina Padovese
via Antonello da Messina, 2
30038 Spinea (Venezia), Italie
Marianne Enckell,
Beaumont 24
1012 - Lausanne, Suisse
et bien d'autres...

L'HIVER DE MANAGUA

un correspondant dans le brouillard

(...) Il est actuellement très à la mode de cracher avec dégoût, voire avec hargne sur tout système ayant eu de près ou de loin des relations avec les pays « communistes », pire avec ceux qui le sont restés (Cuba); il est aussi très à la mode d'emboîter le pas à l'opinion nord-américaine et de conjuguer sandinisme avec communisme! C'est superficiel, donc simple à assimiler pour le consommateur d'information moyen.

Il n'en demeure pas moins que si l'on ne peut pas reprocher à M. de la Grange d'être un anti-sandiniste (...) on peut cependant douter de sa bonne foi et du sérieux de certaines des informations qu'il nous livre dans son article *Le printemps de Managua* paru dans *Le Monde* du 25-4-91.

J'ai cessé de croire à l'objectivité des médias. Cette «objectivité» que je ne revendique pas pour moi, je ne l'exige pas des autres non plus, et c'est précisément ceci qui motive ma tentative de remettre en cause des informations présentées au public comme des vérités irréfutables.

Monsieur de la Grange nous parle de paix civile... Certes le pays n'est plus en guerre mais on évalue à 200 le nombre de coopératives occupées dans le nord du pays, soit par des démobilisés de la Contra, soit par des démobilisés de l'armée populaire sandiniste que les dollars toujours à venir des Etats-Unis ont laissé dans un égal dénuement. La crise économique persistante et la misère qu'elle provoque risquent à tout moment de faire éclater de violents conflits dans les campagnes. De plus, des groupes armés se concentrent depuis peu dans les régions nord sous le commandement d'anciens chefs contras. (...)

Les rapports de force dans une démocratie se mesurent au nombre de représentants élus par le peuple à l'assemblée (...) «L'immense majorité» est à considérer de façon relative... puisque les sandinistes ont le mauvais goût de représenter 40% de la population votante. Mais la bienséance aurait dû leur commander de disparaître sous terre ou de se faire tous hara-kiri si l'on en croit le vice-président Virgilio Godoy critiquant la politique de «cohabitation» du gouvernement avec les sandinistes; d'après celui-ci «ceux-ci continuent de saboter le programme du gouvernement en par-

lysant l'économie par des grèves incessantes et en refusant de remettre à leurs propriétaires les entreprises illégalement confisquées.» Cette argumentation relève d'une logique étrange, car soit les sandinistes «cogouvernent» et assumant ainsi certaines mesures impopulaires, sont obligés de freiner leur base dans ses velléités de grèves radicales, soit ils sont exclus de toutes décisions et gardent ainsi les mains libres pour «déstabiliser» le pays.

Le maintien du général Humberto Ortega à la tête des forces armées est un des thèmes qui préoccupent beaucoup M. de la Grange... Légitime préoccupation qu'on devrait d'ailleurs étendre à d'autres pays (Chili, où M. Pinochet est toujours en fonction à la tête de l'armée, Argentine, avec l'amnistie des généraux, Haïti qui j'espère va faire le grand ménage, etc...), mais peut-on citer un seul pays dans lequel on ait remanié toute la hiérarchie policière et militaire après un changement de gouvernement obtenu par voie démocratique?

Les réflexions qui suivent sont plus d'ordre éthique que politique et portent sur le tableau social que M. de la Grange brosse du Nicaragua. Insupportable humanitarisme lorsqu'il nous décrit la jeunesse; «Ils sont au chômage mais ils sont contents puisqu'ils peuvent se saouler au mauvais rhum blanc... ils vivent dans des taudis sans eau et sans chiottes mais voyez, ils sourient quand même...» «désandinisation» pour parler de dégraissage massif dans le secteur public... selon toutes les règles de l'art FMiste... (on offre 2000 US à chaque employé prêt à renoncer à son emploi ce qui ne mène qu'à développer le secteur informel déjà hyper-développé.). Enfin le sinistre gringo de la Grange ne nous épargne rien, même pas les «sacrifices» qu'est prête à faire une ouvrière de «ne manger que du riz et des haricots noirs»! Mais M. de la Grange n'a pas eu l'audace de nous dire qu'une ouvrière gagne moins de 80 US, parfois même 30 cordobas soit 6 US pour les plus mal lotis! Vu sous cet angle, le «sacrifice» se transforme en cas de force majeure...

A mon avis, il aurait mieux valu interroger les médecins pas encore rentrés de leur exil à Miami, s'ils ne seraient pas disposés, eux, à faire quelques sacrifices pour leur pays qui, dans certaines ré-

gions, ne dispose que d'un seul centre de santé pour 20000 habitants.

(...)

Le Nicaragua a subi 8 ans de guerre, une guerre terriblement meurtrière qui a causé beaucoup de morts, beaucoup trop... d'un côté comme de l'autre... Il serait absurde de nier que, de part et d'autre, des horreurs ont été commises; l'essence même d'une guerre, c'est l'horreur... Alors, quel est ce besoin malsain de nous présenter aujourd'hui l'actualité du Nicaragua sous un aspect nécrophile?

J'ai été moi aussi, en ma qualité de photographe, témoin de scènes pénibles durant l'exhumation de fosses communes (en février 91), alors qu'une femme reconnaissait les corps de son fils et de son neveu, séquestrés et assassinés par les contras. J'ai vu des mères crier leur douleur lors du désarmement des chefs contras en juin 90, réclamant leurs enfants séquestrés, disparus. Mais à cette époque, les Français commençaient leur exode vers les plages et cette information n'intéressa personne! Oui, des atrocités il y en a eu, mais la guerre est finie et la plupart des Nicaraguayens ne souhaitent pas son retour!

Dans ce pays où la vie en arme fit longtemps partie du quotidien, il existe certes la tentation d'y recourir à nouveau comme moyen de pression politique, comme c'est le cas de groupes armés qui font actuellement régner une certaine tension dans le nord du pays. Mais il existe aussi et surtout des conflits pour l'attribution des terres, et la grande angoisse de milliers de paysans menacés de tout perdre si le parlement vote la dérogation des lois 85-86 de la constitution qui interdit la dévolution de terres et biens jadis confisqués aux somozistes et distribués par le gouvernement sandiniste. Certes, le gouvernement de la présidente Chamorro est fragile, mais pas tant menacé par les groupes armés se réclamant de l'extrême droite ni encore moins par un «complot sandiniste», que du fait d'un alarmant manque de capitaux, manque d'investissements... D'où l'impossibilité de parer au mécontentement croissant et de satisfaire aux besoins élémentaires des couches les plus modestes de la population. C'est en partie le même drame, aggravé par la guerre

suite page 12

1987: AQUI NO SE RINDE NADIE! 1991: TODOS SE VENDEN!

Nicaragua - juillet 1991. Ce qui frappe le visiteur venu de Miami lors de son arrivée au Nicaragua, c'est l'abondance de biens dont dispose la ville de Managua; il y a de tout, inutile ou indispensable, dangereux ou nécessaire. Dès que l'on pousse plus loin, on s'aperçoit vite que sous cette abondance se cache un aspect très différencié au paradis de la consommation.

Il y a de tout pour ceux qui peuvent payer! Aujourd'hui, les riches sont plus riches, les pauvres sont plus pauvres!

Cette situation qui peut s'expliquer par: -la crise économique, -la guerre, -le blocus, n'excuse en aucun cas l'attitude des dirigeants (tous partis confondus) qui vivent très bien de cette situation et dont les discours apparaissent à des années lumières de la réalité de ce peuple et en contradiction flagrante avec leur comportement.

Aujourd'hui, le nouveau symbole du Nicaragua, c'est le paysan crucifié par l'exploitation de la misère.

1 - La crise économique

Les 360 millions de dollars injectés il y a trois mois par le Club de Paris ont permis au nouveau gouvernement de bloquer l'infla-

tion, la dollarisation de l'économie est totale, et dans la rue comme dans les banques le dollar circule et s'échange à 1 dollar pour 5 cordobas.

Le salaire minimum est fixé à 100 dollars par mois, mais peu de gens les gagnent; une employée de maison qui travaille 60 heures par semaine gagne 50 dollars.

La différence des salaires est très importante et n'a rien à voir avec la qualification, par exemple une concierge de super-marché gagne, avec les avantages en nature 11 dollars, alors qu'un médecin dans les hôpitaux de l'Etat en gagne 107, un professeur du secondaire 80, ainsi qu'un cameraman de télévision! 60% de la population urbaine est sans emploi.

Actuellement, le Nicaragua est le second pays le plus pauvre d'Amérique Latine, derrière Haïti. Certes, cela se voit moins, à première vue, car il reste des infrastructures modernes, qui ne peuvent être renouvelées et sont en voie de dégradation; le pays s'enfonce dans la crise, la misère, la paupérisation.

2 - Réaction des pauvres face à la crise

Développement du secteur informel: petits commerces (souvent grâce aux produits de la contrebande, et provenant des

vols, ou plus honnêtement envoyé par les familles à l'étranger), prostitution occasionnelle ou organisée (retour en force de la prostitution infantine), consommation de drogues et délinquance (vol à la tire, vol à main armée, assauts contre les transports en commun), vols des biens publics (50 km de fils électrique par exemple!).

L'auto-organisation est faible et la résistance populaire s'est individualisée, chacun se débrouille, les sectes qui distribuent des repas se taillent une belle clientèle; les gens essaient de partir du pays pour faire face (actuellement 6% de la population vit à l'étranger).

3 - La classe dirigeante

Cette classe dirigeante vit là-bas, dans cet océan de misère, de la même manière que vivent ici leurs collègues.

a) *la droite*: ce n'était pas le but de 10 ans de solidarité que d'apporter un appui à la bourgeoisie nica, qui n'en a nul besoin, ayant des appuis plus sérieux aux USA. Le retour des «Miami boys» a créé une mode vestimentaire et de comportement, tout de suite imitée par les «Monimbos boys». Actuellement, il est de bon ton de glisser dans la conversation quelques mots en anglais, pour affirmer son identification au nouveau Nicaragua. Cette droite se comporte comme avant, avec seulement des variables selon son origine (anciens ou nouveaux riches, grandes familles blanches ou métis). Ce qui les différencie, c'est uniquement la distance, sur la photo, qui les séparent de l'ambassadeur yankee!

b) *la gauche ... de la droite*: passons rapidement sur l'extrême gauche, décomposée totalement et sur les velléités de Moïses Hassan, gauchiste un moment, grand ami de Godoy et qui actuellement vote à l'Assemblée Nationale avec la UNO.

Le Front Sandiniste de Libération Nationale:

Alors là, chapeau bas devant les résultats!
- Le parti battu aux élections se comporte comme si rien ne s'était passé et comme s'il était encore au gouvernement. A l'objection que le FSLN a réalisé 41% des voix et reste le plus grand parti du Nicaragua, la réponse est dans les discussions dans la rue. Si actuellement il y avait des élections anticipées, le FSLN obtiendrait péniblement 15 à 20 % des suffrages.

L'HIVER DE MANAGUA (suite de la page 11)

et le blocus économique imposé par les USA qui provoqua l'an dernier la chute du gouvernement sandiniste.

Alors qu'une délégation du gouvernement du Nicaragua, conduite par le ministre de la présidente, Antonio Lacayo, accompagné de plusieurs ministres et de Sergio Ramirez, ex vice-président et chef de la délégation sandiniste à l'Assemblée Nationale, se rend à Paris, à la conférence des pays dominants, dans l'espoir de glaner les fonds qui manquent cruellement au pays pour rembourser une dette de 360 millions de dollars, condition «sine qua non» à l'obtention de nouveaux crédits auprès de la banque mondiale, quel peut être l'intérêt de présenter le Nicaragua comme étant au bord du chaos?

Le gouvernement américain, pour avoir voté des crédits destinés à armer une partie du peuple nicaraguayen contre

l'autre, fut condamné par la cour internationale de La Haye à payer 17 milliards de dollars en réparation des dégâts causés par la guerre. Dette dont l'administration Reagan et l'administration Bush qui lui succéda ne se sont d'ailleurs jamais acquittée, refusant même d'en reconnaître la validité. Actuellement, le gouvernement des Etats-Unis ferait même pression sur celui du Nicaragua, conditionnant l'obtention de crédits américains au renoncement par le gouvernement de Violetta Chamorro à l'exécution de la sentence. Cette requête est même en bonne voie d'aboutir, puisqu'un projet d'amendement à la constitution a été déposé en ce sens par la majorité gouvernementale.

Hélène Roux
Managua, mai 1991

Mais que s'est-il passé?

Simplement ceci; le peuple du Nicaragua a découvert avec stupeur les passerelles familiales, les copinages qui existaient entre les clans et qui, sous couvert de lutte de classes, étaient une véritable lutte pour le pouvoir qui s'était instituée entre les élites de ce pays; les pauvres n'étant que l'infanterie, ceci des deux côtés (les contras sont aussi pauvres que les paysans des coopératives et vice-versa).

- Le parti des entrepreneurs: Durant les deux mois de transition démocratique (25/2 au 24/4/90), les dirigeants sandinistes ont affirmé leur pouvoir et leurs positions économiques. Certains, qui étaient riches avant, vont devenir très riches après. Au point de pouvoir créer de toutes pièces une Compagnie Aérienne (la CAAL) et d'envisager la création d'une banque.

Rien ne manque à ces gens là! Sauf l'honnêteté de le reconnaître. Les dirigeants africains corrompus ne se cachent pas de l'être, mais les dirigeants sandinistes ont des explications savoureuses:

«La Présidente actuelle reçoit 8000 dollars par mois; si Daniel qui est resté au pouvoir avait reçu la même chose, il aurait pu s'acheter une maison d'un million de dollars» (Jaime Weelock *El Semenario* de juillet 91 sur la propriété).

Deux remarques: Premièrement, Daniel Ortega occupe effectivement, légalement ou non, une maison qui vaut plus d'un million de dollars (normal pour un dirigeant de l'avant-garde indispensable à la défense des pauvres!)

Deuxièmement: ceci est une question aux internationalistes (vivants): avez-vous lutté pendant 10 ans pour que les dirigeants vivent sur le même rang que les dirigeants honnis de la bourgeoisie «Vende Patria»?

Ces gens se comportent comme si, parce-qu'ils ont contribué à chasser Somoza, la reconnaissance éternelle de leur peuple leur était acquise. Véritable aristocratie, elle s'est partagée les biens privés ou de l'Etat; c'est l'escorte de Humberto Ortega qui abat par erreur le jeune Jean Paul Génie, qui ne reconnaît pas les faits et dont le jugement n'est pas pour demain. Ceci dans un état de droit. Qu'est-ce que cela devait être avant? Quelle couleuvre nous a-t-on fait avaler? C'est la Pinata, un lieu de défolement des masses et des Internationalistes dont les boîtes (qui n'ont rien à envier à celles de Miami) sont aux mains des Cubains et dont la gestion est sous la responsabilité du frère de l'un des hiérarques de la D.N du Front! etc, etc...

c) Le discours du Parti... ou le Parti du discours.

Il fallait voir les 18-19-20 juillet, à Managua, le parti des Travailleurs. Il y avait sue le parking des millions de dollars en magnifiques voitures climatisées.

Les discours très émouvants des commandants ont été très applaudis, comme il se doit, comme l'ont été Lula, du Parti des Travailleurs du Brésil, Vinicio Cerezo, ex-président du Guatemala, élu démocratiquement s'il en est, avec le consentement de l'armée, qui, sous son mandat, a poursuivi le génocide des populations indiennes, Antonio Lacayo Chamorro qui affirme que son gouvernement poursuit les buts affichés par le Congrès du Front et l'inévitable Humberto Ortega, chef de l'armée qui, il n'y a pas si longtemps faisait le bilan d'un an de gouvernement de droite, expliquant que le rôle de l'armée était de s'opposer aux extrémistes de tous bords, et qu'en juillet 90 elle avait joué



un rôle important pour réduire au silence les gauchistes (sans doute les milliers de gréviste emmenés par la FNT).

Applaudi aussi Villalobos, commandant du FMLN, qui a mis le mouchoir sur l'acte signé par le FSLN dans le cadre des accords de paix en Amérique Centrale, qui désigne nommément le FMLN comme une organisation terroriste (que c'est bien la politique!) le mettant sur le même rang que la Contra (pardon, la résistance Nica, je m'excuse car, y compris dans les discours officiels du FSLN et dans *La Barricada* qui a perdu sa barricade et son guérillero, on ne parle que de résistance, pourquoi pas, bientôt des combattants de la Liberté, chers à Reagan.)

A ce moment de la narration, une grande peine m'étreint en pensant à nos frères morts sous les balles de la «Résistance»!

Donc discours au côté des pauvres, aux côtés des peuples en lutte, création d'une Internationale des Peuples... et 48 heures après le congrès, Daniel Ortega se trouve au Mexique, aux côtés de Grand Parti Révolu-

tionnaire qu'est le PRI. Pourquoi y faire? Pour y prendre des leçons de corruption? Ce n'est pas la peine, l'élève a dépassé le maître! Alors quoi? Pour expliquer aux Américains le rôle de poudre aux yeux de ce congrès?

Ce qui est sur, c'est que si l'autosatisfaction est le sport favori des dirigeants et des cadres du FSLN, l'auto critique n'est pas leur fort. Une ligne dans le discours d'introduction de Daniel Ortega disant: «Il y a eu des abus et des erreurs», une ligne dans les pages d'explication de Tomas Borge «solidaire dans les abus et les erreurs». Interrogés sur la nature des abus et des erreurs, personne, du militant de base aux commandants n'en décrit l'importance. Hors micro, un dirigeant de haut niveau m'a confié que la politique agraire menée par Weelock avait fabriqué plus de Contras que le Congrès Nord-Américain! Des cadres n'hésitent plus à parler des exactions, voire des crimes de l'armée Sandiniste dans sa chasse aux réfractaires au Service Militaire Patriotique! (...)

4-Où sont les acquis de la Révolution ?

Déjà très bousculés depuis 1986 par la guerre, la crise économique, les trois piliers de la Révolution: éducation, santé, réforme agraire qui ont fournis les bases sociales de la Révolution, sont remis en cause par le nouveau gouvernement et par l'incurie de l'ancien.

a) l'enseignement

Les droits d'inscription à l'Université ont été multi-

pliés par dix, ce qui est une sélection de fait.

Si l'école primaire est en principe obligatoire, les moyens ne sont pas mis à la disposition du peuple pour que les enfants fréquentent régulièrement l'école. A la campagne, les fournitures scolaires pour trois enfants représentent un mois de salaire du papa!

Les salaires très faibles des instituteurs ne permettent pas de recruter des gens d'un niveau pédagogique adapté (moins de 60 dollars par mois). Le gouvernement compense en accordant de nombreuses vacances qui, en principe, permettent aux instituteurs de travailler dans le secteur informel pour arrondir leurs fins de mois. En ville, la personne qui vous propose des bonbons ou des cigarettes au détail est peut-être un professeur d'Université ou son étudiant qui ainsi boucle une fin de mois difficile. D'autres trafics moins avouables se développent dans les universités (diplômes, drogue, prostitution, etc...)

b) la santé

De l'aveu même du Docteur Salmeron, Ministre de la Santé, elle est complètement abandonnée aux bons soins de la charité et

des organisations internationales. Deux grands hôpitaux de Managua ont été déclarés insalubres, les pharmacies populaires sont vides, ainsi que les Centres de Santé de la campagne. L'hôpital moderne de Matagalpa est complètement délabré! La droite avait demandé et obtenu le départ des Cubains. Depuis la défaite du FSLN, il n'y a plus d'ambassadeur du Nica à Cuba. A la demande du ministère de la Santé, 450 médecins cubains reviennent pour pallier à la pénurie, les médecins nicas exerçant soit à Miami, soit à Managua. Cette situation n'inquiète pas les riches qui vont se faire soigner à Miami (8 à 10 rotations d'avions par jour), pour 300 dollars et qui paient le voyage avec divers trafics au retour, ou bien au Costa-Rica et qui posent de sérieux problèmes aux services de santé Ticas. D'autre part, des médecins Américains ont loué des cliniques privées et viennent opérer durant 48 heures pour un tarif inaccessible aux pauvres gens.

Si les pharmacies populaires sont vides, les marchés et les trottoirs débordent de médicaments périmés vendus à l'unité et au prix fort (une aspirine=1 dollar) par des tenanciers analphabètes.

Devant la menace du choléra, aucune mesure sérieuse n'est prise, les poubelles ne sont même pas vidées et le lac pollué de Managua est devenu lui-même un foyer potentiel, ainsi que la décharge publique sur laquelle vivent des centaines de gens qui disputent aux chiens, aux porcs et aux vautours une maigre pitance complètement avariée. La saleté repoussante du Marché Oriental en plein centre de la ville, est un danger supplémentaire, d'autant que seulement 40% des foyers ont accès à l'eau potable.

Face à cette situation, c'est le fatalisme qui domine, les gens ne nettoient même plus devant leur porte: «Si le choléra arrive, c'est Dieu qui l'aura voulu».

c) la réforme agraire

Les paysans sont soumis à des pressions pour abandonner la terre aux latifundiaires (anciens propriétaires ou nouveaux riches). Le crédit aux petits paysans a été coupé, il est réservé aux grosses entreprises de l'agro-exportation, même les coopératives sont touchées et beaucoup doivent vendre leurs terres pour faire face à leurs dettes. Déjà en 1989, 30% des bénéficiaires de la réforme agraire avaient abandonné leur terre, faute de moyens pour la cultiver.

Le titre de propriété remis par le ministère de la réforme agraire de Jaime Weelock ne vaut rien face à l'état de droit institué depuis 1985; ils n'ont jamais été enregistrés légalement et le cercle vicieux qui en découle est une menace de plus sur les paysans sans terre.

Les paysans dépossédés ou découragés vont grossir les rangs des pauvres des villes et des campagnes, vivant dans des trous ou des maisons de plastique ou de cartons. (...)

Les paysans, sacrifiés depuis toujours, ainsi que leurs familles symbolisent le nouveau Nicaragua. La situation à la campagne est pire qu'en ville, car les bandes armées rodent, la police rurale de la Contra commet les pires exactions, la maladie, le manque d'eau potable, pas d'électricité et pas d'argent pour se déplacer rendent la vie des paysans encore

plus triste qu'autrefois.

Pourtant, si la dignité existe au Nicaragua, si la volonté n'est pas morte, c'est bien dans le Campo qu'on les rencontre. Salut à vous, frères de la campagne, vous méritez toute notre affection, notre aide, notre compréhension et notre respect. Pauvres parmi les pauvres, vous n'êtes devenus ni proxénètes, ni voleurs, fiers de vous, de vos luttes, de vos familles, vous pouvez compter sur notre solidarité active.

5- La situation écologique

Conséquence prévisible du délabrement du pays et du développement du capitalisme sauvage, la situation écologique du pays se dégrade.

a) Le lac de Managua

Véritable cloaque, il reçoit les eaux usées d'une ville de 1 500 000 habitants. La décharge publique située sur ses rives aggrave cette situation. L'eau du lac sert à l'irrigation et à l'alimentation en eau des populations misérables qui y vivent. C'est un lac mort, représentant un risque majeur de propagation du choléra.

b) *L'usine de Penwalt*, usine de produits chimiques appartenant à une société nord-américaine, fabrique des substances dont la production est interdite aux Etats-Unis, et rejette librement dans l'environnement des métaux lourds.

c) La déforestation

Déforestation pour la survie, due à la pression des agriculteurs sans terre, et à la déforestation autour des villes pour se procurer le bois de chauffage pour les plus pauvres.

Déforestation commerciale. L'abattage des essences précieuses se poursuit à une grande échelle. De très gros moyens sont utilisés, y compris des hélicoptères lourds.

d) Le pillage des côtes

e) L'exploitation des mines d'or(...)

6- Quelle forme doit prendre la Solidarité?

Pour nous, qui avons accompagné les efforts du peuple du Nicaragua pendant si longtemps, il est clair qu'actuellement, le meilleur moyen d'aider le peuple de ce pays est d'une part d'expliquer clairement la situation, et d'autre part d'exiger du gouvernement, de l'Assemblée Nationale, la **dévolution des biens de la solidarité**, construit par elle, payée par elle, au véritable destinataire: le Peuple Nicaragua par l'intermédiaire de ses organisations. En effet, la privatisation, la récupération sauvage par les anciens propriétaires ou les nouveaux riches affecte les biens construits ou fournis par la solidarité internationale.

Par exemple, un comedor, construit par la solidarité hollandaise est devenu un restaurant privé, etc...

Il faut initier ici, en Europe, une grande campagne internationale pour exercer la dévolution des biens de la solidarité ou de l'indemnisation au profit du peuple lorsqu'il y a détournement. Et ce, quel que soit l'au-

teur du détournement.

A Managua, nous avons saisi un avocat pour la défense de nos intérêts. Les organisations ou les personnes intéressées par cette campagne peuvent nous contacter, nous fournirons les coordonnées et la marche à suivre pour une plus grande efficacité.

Continuer à construire des écoles ou des centres de santé quand les enfants qui doivent en être les «heureux» bénéficiaires sont dans un tel état de dénutrition, de mauvaise santé, ne sont que des zombies couverts de plaies, de mouches, vivants pieds nus, en haillons sous la pluie, de la boue jusqu'aux chevilles, buvant de l'eau polluée, etc... relève de la plus pure hypocrisie.

Que des brigades aillent sur place pour construire, alors que les salles de billard sont pleines toute la journée de gens désœuvrés, que les ouvriers professionnels, ex-officiers de l'EPS, partent au Koweït pour 1200 dollars par mois, employés par une firme nord-américaine, avec un recrutement organisé officiellement par la CST (les ex combattants oublient leurs frères palestiniens qui les ont tant soutenus, et que là-bas, ils sont persécutés), c'est vraiment du délire. Surtout si ces brigadistes comprennent des personnels de santé qui passent leur temps à rouler de la terre au lieu de se préoccuper du bien-être de la population alentour. De grâce, un peu moins de commissaires politiques, un peu plus de gens au grand cœur, prenant en compte la misère de leurs frères; 15 jours de bonheur pour un enfant misérable, c'est la force et de lutter et de vaincre qui lui est transmise. Certes le travail réalisé sera utile, car si la dégradation de la situation se poursuit, le trou énorme fait pour récupérer la terre pour le sol de l'école pourra toujours servir de fosse commune pour les enfants.

La solidarité doit se redéployer vers ses véritables objectifs: **la promotion des pauvres et des opprimés!**

Sur la tombe de nos camarades à Matagalpa, j'ai pleuré. Non sur eux, mais sur la situation actuelle, les sacrifices consentis par ce peuple, par ceux qui l'ont accompagné ces dix dernières années.

Pour ma part, avec mes amis, je reste aux côtés du peuple du Nicaragua, aux côtés de ceux qui, pied à pied, luttent, s'organisent, travaillent, aux côtés des chrétiens comme des athées, au côté des pauvres, comme de ceux qui, par la conscience, ont choisi leur camp.

Le front de la misère est immense, là-bas et ici, c'est sur ce front, entouré de compagnons sincères, ayant pour objectif la libération de l'homme et sa promotion, que je continuerai le combat.

!Hasta la Victoria Siempre!

Daniel NOEL

Managua, juillet 1991

Extraits d'un article du numéro 9 du bulletin d'Informations de l'Association de Solidarité avec les peuples d'Amérique Centrale (A.S.O.P.A.C.) 178 Résidence le Pintey, Av. de la Roudet, 33500 Libourne

A QUI PROFITE LE BOOM ÉCONOMIQUE?

Le FMI et la Banque Mondiale se réunissent en octobre à Bangkok. C'est l'occasion d'observer la société thaïlandaise et de chercher la réalité qui se dissimule derrière l'image modèle qui est donnée à voir par les dirigeants.

Il ne fait pas bon être syndicaliste en Thaïlande. Dans le secteur public le problème est résolu: les syndicats ont été supprimés par la junte qui a pris le pouvoir en février moyennant un coup d'état. Un leader syndicaliste, Thanong Po-arn s'est vu interdire un déplacement à Genève où il devait participer à une réunion internationale, puis, mi-juin, il a mystérieusement disparu. L'opposition laisse entendre que la junte est peut-être à l'origine de la disparition de cet opposant bien connu.

Le salaire minimum est d'environ 20 F par jour, mais beaucoup de travailleurs sont payés moins. Les conditions d'hygiène sont désastreuses: ateliers insalubres, insuffisamment éclairés ou aérés, émanations de vapeurs toxiques. Le respect des conditions de sécurité n'est pas le souci premier. Se balader à proximité d'un immeuble en construction est une aventure dangereuse: une poutre peut à tout moment dégringoler de l'échafaudage souvent dépourvu de filets de sécurité.

La vie est belle pour les plus fortunés, le ministère des finances projette de réduire de 30% l'imposition des tranches les plus élevées. L'argent règne en maître, tout s'achète et tout se vend. La croissance économique est l'une des plus fortes du monde, mais elle ne fait pas que des heureux. Si une classe moyenne assez importante émerge et bénéficie de la situation, l'écart entre riches et pauvres va grandissant; les 20% les plus riches de la population se répartissent 50% du revenu national tandis que les 20% les plus pauvres se contentent de 5%. Course à l'argent, migration vers les villes, paupérisation, la cellule familiale éclate; le nombre d'enfants abandonnés est impressionnant: 15 000 environ chaque année et il va en augmentant. La prostitution est la solution facile pour échapper à la pauvreté: il y a probablement plus de 1 million de prostituées que l'on appelle les travailleuses du sexe, consentantes ou pas, pour un pays de la taille de la France et le SIDA est une véritable bombe à retardement.

La violence est endémique, les armes à feu sont en vente libre; à l'entrée de certains bars ou night-clubs il est précisé que les armes sont interdites. En général, les caïds n'ont pas grand chose à craindre des autorités et la police s'incline devant le pouvoir de l'argent; en juillet, un policier a été muté pour

avoir infligé un PV à un homme d'affaires influent. Les décisions de justice sont parfois révoltantes: au printemps, un policier, Bopit Jairaew, auteur d'une tentative de vol à main armée, tue trois personnes; il est arrêté et condamné à mort, et comme la sanction paraît insuffisante, son fils de 12 ans voit sa bourse scolaire suspendue. Il y a un projet de relever systématiquement les empreintes digitales des enfants sous prétexte d'éviter que des étrangers ne se fassent passer pour thaï. D'ailleurs pour un étranger, la naturalisation est quasi impossible, et même s'il est marié avec une thaïlandaise, ses enfants nés dans le pays n'ont pas accès à la nationalité thaï, ceci au nom de la «sécurité nationale».

Bangkok est l'une des villes les plus polluées de la planète, les embouteillages sont gigantesques, le taux de plomb dans l'air est supérieur à celui de Mexico. Les canaux sont des égouts à ciel ouvert dans lesquels les enfants barbotent. En mars un incendie du à des produits chimiques a éclaté dans le port de Bangkok à Klong Toy, les autorités portuaires ont refusé de révéler la nature du gaz à l'origine du sinistre. Hors des villes, l'exploitation des forêts prépare des catastrophes écologiques.

L'empreinte du bouddhisme

Et pourtant, la Thaïlande ce n'est pas seulement ce cauchemar. C'est aussi une civilisation radicalement autre. La société thaïe est incroyablement homogène, culturellement parlant (ce qui explique une certaine généralisation dans les lignes qui suivent). Elle est imprégnée par le bouddhisme, même si ses valeurs sont souvent bafouées. Symbole vivant de cette empreinte, le gouverneur de Bangkok, Chamlong Srimuang donne l'image d'une moralité qui se veut exemplaire. Avec son épouse il a fait vœu de chasteté, il mène une vie ascétique qui détonne par rapport à l'ensemble de la classe politique qui s'affiche dans l'opulence. Cela lui vaut une réelle popularité. Le rapport à la vie et à la mort n'a pas grand chose à voir avec les conceptions occidentales. L'acceptation du caractère fugace des choses, de l'éphémère dans le bonheur comme dans la souffrance, s'accompagne d'un certain détachement ironique. Une disposition à s'amuser dans l'insouciance, à profiter de l'instant qui passe, une forme d'indolence peut déconcerter. La pratique de

la méditation, très répandue, ouvre sur un monde intérieur qui autrement reste inconnu. C'est un signe parmi d'autres d'une manière d'être au monde sur laquelle sont plaquées des morceaux de culture importés, des téléphones portatifs aux Mac Donald climatisés.

La langue ouvre sur l'abîme qui sépare les civilisations. Elle exprime la hiérarchie qui a tant d'importance dans cette société. Ainsi, il existe plusieurs mots pour dire «je». Celui qu'il faut utiliser dépend de la position sociale et de l'âge de son interlocuteur. C'est une langue faite de subtilités et de nuances, avec des sons difficiles à capter pour qui n'a pas l'ouïe fine. Une exquise politesse baigne les relations humaines, accompagnée d'un sourire charmeur. Le fameux sourire thaï, s'il exprime joie de vivre et ouverture à l'autre, peut aussi camoufler une gamme de sentiments plus difficiles à cerner; car on évite dans la mesure du possible l'expression des désaccords ou des conflits et la présentation de soi est une préoccupation essentielle. La propreté corporelle des Thaïs est remarquable, le talc est employé abondamment, y compris sur le visage qui prend parfois des allures de Pierrot. Leur faculté d'assoupissement est surprenante; dans un commissariat, j'ai trouvé un jour paisiblement endormi à son bureau le grand chef, sanglé dans un uniforme impeccable.

Il suffit de flâner dans les rues pour être plongé dans un ailleurs, et pas seulement parce que l'on roule à gauche. La façon de marcher, de s'asseoir, de jouer de son corps est captivante pour celui qui aime à observer. Le déplacement, la gestuelle expriment grâce et sensualité. La décontraction, le relâchement musculaire sont étonnants en comparaison de la raideur de la plupart des Occidentaux. Le langage du corps aussi est différent. L'invitation de la main à se rapprocher se fait paume de la main vers le bas alors que chez nous c'est le contraire, d'où bien des quiproquos. Le matin tôt, rues et chemins s'emplissent de bonzes tout d'orange vêtus qui vont quêrir la nourriture que leur offre la population. Le don se fait dans le silence complet, puis le donateur s'agenouille devant le bonze impassible. A 8 heures du matin et à 6 heures du soir, en beaucoup de lieux, la Thaïlande se fige durant 1 minute: les voitures pilent au milieu du carrefour, les piétons suspendent leurs pas tandis que retentit l'hymne du pays bien aimé. Car les Thaïs, toutes classes sociales confondues, aiment profondément leur pays et leur roi qui règne mais ne gouverne pas. Pour l'instant, la très inégale répartition des richesses semble acceptées passivement par une grande majorité, y compris parmi les plus exploités. Il y a quand même ici et là quelques signes de contestation qui pourraient bien s'amplifier un jour ou l'autre si l'occasion se trouvait.

En dépit des injustices, de la pauvreté, il est un charme mystérieux, un peu magique qui émane de ce pays, il peut séduire et fasciner, parfois il captive jusqu'à la passion...

Patrice.

Le code de la nationalité pourrait être modifié prochainement sur ce point.

NOUS SOURIONS LE JOUR NOUS PLEURONS LA NUIT

(dicton khmer)

Photos et films sont pris à la demande ou à l'initiative des autorités khmères. Cet avertissement se trouve à l'entrée du Site 8, un camp de réfugiés administré par les Khmers Rouges en Thaïlande, tout près de la frontière cambodgienne. Dans les bâtiments administratifs sont exhibés des photos de villages «libérés» par les Khmers Rouges; elles montrent des villageois supposés ovationner leurs libérateurs en rayonnant de bonheur. La Déclaration des Droits de l'Homme est affichée en bonne place et l'on trouve la presse étrangère, des quotidiens thaïlandais à *Times magazine* en passant par les hebdomadaires français.

Il n'en reste pas moins que le camp est sous contrôle des Khmers Rouges qui se font appeler «Parti pour le Kampuchea Démocratique». De 1973 à 1979 ils ont massacré plus de 10% de leur propre population, brûlés des livres, détruit l'infrastructure du pays. «Deux membres de ma famille ont été tués par les Khmers Rouges, je pleure quand je pense à Pol Pot» me disait un garçon de 15 ans rencontré à Site 2, un autre camp de réfugiés. La majorité des Cambodgiens portent des témoignages analogues. Les camps qu'ils gèrent sont utilisés comme «sanctuaires» par l'armée des Khmers Rouges, ils servent également de vivier pour l'enrôlement, volontaire ou pas, de nouvelles recrues. Pour un responsable de l'UNBRO, l'organisme des Nations-Unies qui supervise l'aide internationale «Les Khmers Rouges appartiennent à une coalition reconnue par les USA et la majorité des pays membres de l'ONU. Ils pratiquent la conscription comme beaucoup d'autres gouvernements. Nous n'avons pas reçu de plaintes, mais pour aboutir, elles devront concerner les enfants; elles donneraient lieu à de simples protestations au niveau diplomatique. Dans ces conditions, je pense que les camps devraient être aidés directement par les pays qui soutiennent la coalition et non par l'ONU.

Site B est administré par le FUNCINPEC ou plus simplement par l'armée

sihanoukiste, le fan-club du prince Sihanouk. Dans la moindre baraque trône l'effigie de l'idole. Selon plusieurs témoignages, on pratique ici aussi la conscription forcée. L'ambiance est plus militarisée, l'endoctrinement plus visible qu'à Site 8 chez les Khmers Rouges. J'assiste à une remise de diplômes dans une école technique d'handicapés. C'est une caricature de cérémonie militaire; une armée d'éclopés est alignée durant plus d'une heure sous un soleil de plomb, saluant au garde à vous et conduits à scander des slogans hurlés par un chef. «Le système est fait pour inculquer la crainte du pouvoir» me dit un enseignant sans affiliation politique avec les factions. La 3ème faction de la coalition anti Phnom-Penh, le KPRLF, soutenu par les USA, gère le plus grand des camps, Site 2, 185 000 personnes. L'embrigadement ne saute pas aux yeux contrairement à Site 8 ou à Site B. Apparemment la conscription n'est pas forcée; plusieurs réfugiés m'ont dit être ici pour échapper au service militaire obligatoire du régime de Phnom-Penh. Cependant ce camp, comme les autres, sert de base arrière pour la guérilla. Souvent les différents petits chefs soumettent la population à leur arbitraire, parfois tempéré par l'intervention de l'UNBRO.

Ce camp est une véritable ville qui s'étend sur 7,5 km. Les distances sont donc importantes; pour se déplacer, on utilise des vélos-taxis équipés d'une planche fixée sur le porte-bagages en guise de siège pour le passager. Comme dans les autres camps, les rues sont faites de terre battue et se transforment en borbier quand il pleut; les maisons sont des huttes de bambous au toit de chaume et il n'y a pas d'électricité. A Site 2 il n'y a pas de source ou de réservoir d'eau, elle est livrée chaque jour de l'extérieur par camion citerne et elle est strictement rationnée. Comme dans une véritable ville on trouve hôpitaux, pompiers, police, tribunaux, prison, centre culturel et même des facultés: droit et formation scientifique sont enseignés grâce à un encadrement en grande partie français. Il y a même

des ordinateurs alimentés sur batterie.

«Il y a de quoi devenir fou»

Les camps sont divisés en secteurs, avec des chefs, ces chefs sauf exception sont nommés par la faction qui administre le camp, l'administration elle-même n'étant pas élue, mais auto-proclamée. Le contrôle sur les populations des réfugiés à des fins partisans est de la volonté politique des USA qui ont rejeté un projet de camps neutres qui avait été avancé par la Thaïlande. C'est dans ce contexte qu'une aide internationale massive a été apportée aux réfugiés par l'intermédiaire de l'UNBRO et de dizaines d'organisations humanitaires. Mais récemment, plusieurs pays ayant réduits leurs contributions, les rations de riz ont été diminuées. La nourriture est tout juste suffisante mais elle est garantie, les soins médicaux et chirurgicaux sont assurés, un enseignement est dispensé. Tant et si bien que l'on vit moins mal dans les camps de Thaïlande qu'à l'intérieur du Cambodge.

Mais les réfugiés portent en eux une blessure morale. Après toutes ces années passées dans les camps sans réelle perspective, ils ressentent une grande lassitude. Ils mènent une vie d'assistés pleine d'incertitude pour l'avenir. «Il y a de quoi devenir fou» dit un vieil homme, 6 ans de vie dans les camps. Alors l'éclatement des familles à la faveur des circonstances atteint les réfugiés au plus profond d'eux-mêmes. Au quotidien, l'insécurité peut provoquer un sentiment d'angoisse. En fin d'après-midi, lorsque les véhicules des associations d'aide humanitaires quittent les camps, l'atmosphère devient pesante. Le soir, c'est l'obscurité dans les rues et il n'y a pas de téléphone. Comment se protéger? Les maisons de bambous ne sont guère résistantes et les armes pénètrent dans les camps par différents canaux incontrôlables. Le confinement d'une

population sur une surface limitée exacerbe les tensions et il arrive que les conflits familiaux ou politiques se règlent à coups de hache ou à la grenade. La veille de ma visite à Site 2 une bombe a explosé, tuant une femme et faisant 7 blessés. Une mère de famille qui m'invite à partager son repas me confie: «Ici c'est la loi de la jungle, j'ai peur pour mes enfants et pour moi. Nous sourions le jour, nous pleurons la nuit».

Le passé, ce sont les bombardements américains, les atrocités des Khmers Rouges, puis l'occupation du pays par l'armée vietnamienne pendant 10 ans, et la guerre civile qui n'est pas encore terminée aujourd'hui. La campagne cambodgienne est truffée de mines anti-personnelles, tous les jours il se produit des accidents. Alors ils ont voulu fuir leur pays, certains ont quitté le Cambodge il y a une dizaine d'années et beaucoup d'enfants sont nés dans ces camps. Ils ne connaissent pour tout horizon que les clôtures qui les entourent ou les environs immédiats; ils n'ont jamais vu de rizières ou de buffles qui constituent le paysage de la campagne cambodgienne. «Où habites-tu?» - «Section 49» me répond une petite fille de 4 ans. «Ce que j'aimerais, c'est devenir un touriste» déclare un garçon de 18 ans, dont 10 passés à l'intérieur des camps. «Quand connaissons-nous la paix?», «Qu'allons-nous devenir?» me demandent plusieurs réfugiés qui imaginent le visiteur mieux informé qu'eux. Leur espoir fou, c'est le «3° pays», expression qui revient comme une litanie. Ce 3° pays, ce serait un pays d'accueil définitif après le passage par les camps en Thaïlande, le 2° pays. Mais un peu partout les portes se ferment. Personne ne veut accueillir ce flot de réfugiés qui ne tarit pas. Officiellement, sauf pour le camp de Khao I Dang administré directement par l'ONU, les réfugiés ne sont pas des réfugiés, mais des «personnes déplacées», ce qui leur enlève le droit de s'installer définitivement sur une terre d'accueil. La seule solution envisagée actuellement, c'est le rapatriement. La technologie la plus moderne est mise à contribution: la France finance un projet de photos satellite pour déterminer les emplacements propices à une éventuelle réimplantation au Cambodge.

Les habitués des grands hôtels

Parmi les réfugiés, on en trouve peu à se réclamer du groupe qui contrôle leur camp. A l'intérieur du Cambodge comme dans les camps, la majorité des jeunes savent tout juste lire et écrire, ils ont à

peine de quoi manger; leur préoccupation et leur espoir serait de mener une vie normale. Nombreux sont ceux qui souhaiteraient que leur pays soit administré directement par l'ONU. La plupart ne se reconnaissent pas dans les différentes factions, gouvernement de Phnom-Penh inclus. Il y a une coupure entre eux et la classe politique. Fin juin, lors de la réunion du SNC en Thaïlande, 4 réfugiés, tous amputés sont venus devant le palace où se tenait la réunion. Ils voulaient témoigner de la réalité du Cambodge. Pour toute réponse, ils ont été arrêtés par la police (puis relâchés après contrôle d'identité). Les leaders des 4 factions sont pour l'essentiel les mêmes depuis 20 ans. Ce sont des habitués des grands hôtels et des réunions internationales, ils constituent une élite par l'instruction et le pouvoir, une caste par le style de vie. Ils sont à des années lumière d'une population constituée en majorité de jeunes qui n'ont jamais connu que la misère et la guerre. La question de la représentation du peuple cambodgien n'a pas aujourd'hui de réponse vraiment satisfaisante. Les Khmers Rouges sont disqualifiés par leur passé, les sihanoukistes sont prêts à rétablir un système féodal, le KPNLF a une réputation de corruption bien établie, quant au gouvernement de Phnom-Penh, c'est un régime policier miné lui aussi par la corruption.

Lors de leur réunion de juin, les 4 factions ont trouvé un point d'accord hautement symbolique: l'hymne national sera sans paroles. Des progrès sensibles ont semblé-t-il aussi été accomplis: une trêve a été décidée, ainsi que l'arrêt de l'aide militaire étrangère. Néanmoins, il faudra attendre encore un peu avant de tirer une conclusion définitive: la saison des pluies impose un ralentissement des combats sur le terrain; quant à l'aide militaire étrangère, en majorité chinoise et vietnamienne, elle était théoriquement déjà stoppée, de plus, elle est incontrôlable. Ce sont d'ailleurs ces deux pays, Chine et Vietnam qui pourraient peut-être décider de la paix au Cambodge en ne faisant plus de ce pays le champ de leur affrontement par Khmers Rouges et régime de Phnom-Penh interposés.

Le symbole du Cambodge d'aujourd'hui, c'est un infirme, un amputé comme on en voit tant, se traînant sur des béquilles. En attendant que les «grands» trouvent une solution, les enfants du Cambodge souffrent et meurent, et ne savent pas pourquoi.

Patrice HOROVITZ

Patrice Horovitz est journaliste free-lance. Il a parcouru les camps de réfugiés cambodgiens situés en Thaïlande où vivent 330 000 personnes, soit près de 5% de la population cambodgienne.

HISTORIQUE

1969: Début des bombardements américains sur le Cambodge qui sert de base arrière aux Vietcongs.

1970: Renversement de Sihanouk par Lon Nol, allié des Américains.

1975: Renversement de Lon Nol par les Khmers Rouges. Selon les différentes estimations, ceux-ci massacrent de 1 à 3 millions de personnes sur une population de 7,5 millions.

1979: L'armée vietnamienne chasse les Khmers Rouges. Le régime pro-vietnamien qui est mis en place à Phnom-Penh n'obtient pas la reconnaissance internationale. Le pays s'enlise dans une guerre civile larvée menée par les Khmers Rouges et deux autres factions: l'armée sihanoukiste et le FNLPK.

1982: Les trois factions en lutte contre le régime forment une coalition dominée par les Khmers Rouges.

1988: Première réunion entre la coalition et le gouvernement de Phnom-Penh.

1989: Retrait de la majorité des troupes vietnamiennes du Cambodge.

1990: Proposition d'un plan de paix par le Conseil de Sécurité de l'ONU. Il prévoit:

- le désarmement de toutes les forces en présence.
- l'administration du pays

La lutte contre la viande et la lutte contre le spécisme

Beaucoup d'entre les rares personnes qui sont végétariennes et qui luttent contre les diverses formes d'oppression des animaux mettent surtout l'accent sur l'antivivisection, et ne parlent que très peu de la viande et du végétarisme, ou alors en mettant en avant les motivations santé, Tiers-Monde, etc., alors même que ce ne sont pas là leurs propres raisons pour ne pas manger de viande.

Souvent sont alors alléguées des raisons tactiques, qui voudraient que les gens commencent généralement par s'opposer aux vivisecteurs pour finalement cesser eux-mêmes de manger des animaux. Pourtant, la plupart des gens dans les grandes associations de défense animale sont contre la vivisection mais mangent de la viande, et il en va ainsi depuis plus d'un siècle, sans que cela change.

C'est que je ne crois pas à ces raisons «stratégiques» ; je pense plutôt que la pression sociale qui s'exerce spécifiquement à propos de la viande rend très difficile de poser simplement le problème, et même de se le poser à soi-même en termes simples (rationnels, notamment). C'est que le problème de la vivisection et celui de la viande apparaissent comme deux choses très différentes, et qui n'ont même strictement aucun rapport. Un dirigeant d'une association de Défense Animale n'a-t-il pas dit : «Chacun mange ce qu'il veut, nous, on défend les animaux». C'est tout de même significatif, d'autant plus qu'une telle réaction est générale.

A cela, entre autres, des explications d'ordre symbolique ou psychologique :

- La vivisection pratiquée couramment est d'apparition relativement récente, associée mentalement à l'idée de «science démoniaque», de technologie destructrice (sensibilité naturalo-écologiste), perçue comme symbole de l'atrocité du monde capitaliste, toutes choses qui font de l'antivivisection une lutte noble et légitime (même si elle reste généralement secondaire par rapport aux luttes «sociales» ou «politiques»), rendant alors par là-même possible, dans ce cadre particulier, l'émergence d'une relative

considération des intérêts des animaux.

Par contre, manger de la viande est une activité traditionnelle, qui remonte au moins à plusieurs centaines de milliers d'années, et qui est donc ressentie comme naturelle, alors qu'elle n'est depuis bien longtemps qu'une activité culturelle au même titre qu'une autre. C'est aussi que dans notre société la nature jouit d'un très fort coefficient religieux et positif, ce qui fait quasi-systématiquement considérer ce qui est «naturel» comme normal, légitime, nécessaire.

Or justement, quitte à ne pas croire en Dieu, autant ne pas s'arrêter en chemin et cesser dans un même mouvement de croire en Nature !

- Une toute autre différence vient de ce qu'en ce qui concerne la vivisection, c'est le chercheur, personnage lointain - et d'ailleurs fréquemment traité de *monstre*, pour bien montrer à quel point il est différent de soi - qui est désigné comme étant l'ennemi (avec en toile de fond la recherche capitaliste), alors que pour la viande, c'est soi qui est en cause, ou bien, si l'on est végétarien, c'est soi qui se retrouve seul en opposition avec son entourage. Position difficile, à moins qu'on ne soit attiré par les conflits, et d'autant plus difficile que la tolérance, le respect de l'autre et l'art du consensus sont élevés au rang de vertu sacrée et que nous avons été formés dans la hantise de l'antagonisme (surtout lorsque celui auquel on s'oppose est face à soi, et en chair et en os).

Pourtant, je n'ai nulle raison d'être tolérant envers ce qui m'est intolérable, ni de respecter ce que je ne trouve pas respectable. Mais reste effectivement la peur de briser le consensus, de dire à quelqu'un «je suis opposé à ce que tu manges des animaux, je trouve ça dégueulasse, horrible, etc. etc.»

Comme je l'ai dit, si on commence véritablement à combattre la transformation des animaux en viande, on risque fort d'être amené à s'opposer à son entourage, et non plus à des adversaires abstraits. Ce n'est pas là une situation agréable, ni facile, et on le sent bien confusément avant même de l'avoir expérimentée. C'est pour cela justement

qu'on préfère sans doute si souvent mettre en sourdine son opposition à la viande : pour ne pas se sentir inconséquent, incohérent, parce qu'on ne veut pas *se forcer* à s'opposer à son entourage, à ses amis et à son groupe, à rompre le consensus familial... Pour ne pas s'attirer des ennuis, donc.

Ceci dit, on se sent moins «incohérent» lorsque l'on commence à distinguer les forces contradictoires qui agissent en soi, à les comprendre et à en user consciemment, indépendamment des conduites *qualifiées d'incohérentes* qui en résultent éventuellement.

Si j'examine tout cela, c'est que j'ai quelques bonnes raisons de trouver important que l'accent soit mis sur la lutte contre la viande plutôt que contre la vivisection.

Tout d'abord, la boucherie cause la mort de plus de huit cents millions d'animaux (et très certainement *au moins* deux ou trois milliards en comptant les poissons, les batraciens ou les crustacés, dont les morts ne sont évalués qu'en tonnes) chaque année en France, alors que la vivisection n'en tue au plus que huit millions. Ces animaux «comestibles» vivent et meurent fréquemment dans des conditions qui n'ont rien à envier à celles des laboratoires.

D'autre part (et sans doute ne serait-il pas inutile de développer cela une autre fois) la viande tient une place centrale dans la domination qu'exercent les humains sur les animaux ; c'est sa consommation qui leur prouve une ou deux fois par jour qu'ils sont bien des hommes (mâles et/ou humains, avec tout ce que cela signifie dans les deux cas de noblesse, de supériorité de naissance, de position aristocratique dans l'ordre du monde), supérieurs aux bêtes puisqu'ils les mastiquent. Et c'est la viande qui tient la position centrale dans le repas, celui-ci étant par excellence le lieu de constitution de la communauté des humains (mais oui, la convivialité des bons vivants ! C'est-à-dire : des survivants). Et par l'attachement féroce qu'ils témoignent à l'alimentation carnée et au carnage qui en résulte, les hommes

semblent bien mettre en évidence son rôle particulier de verrou mental et symbolique garant de la pérennité du spécisme, c'est-à-dire avant tout, et par delà les simples avantages matériels que les humains en retirent, de notre identité sociale d'humains, de notre vision de nous-même en tant qu'Hommes.

Et il semble bien, effectivement, que le meilleur front d'attaque du spécisme soit la lutte contre la viande.

On peut voir une confirmation d'une telle analyse dans le fait qu'il y a d'ors et déjà beaucoup de gens qui luttent contre la vivisection, ou qui y sont sensibilisés, ce qui n'est absolument pas le cas en ce qui concerne la viande, et tout autant, dans le fait qu'aucune association traditionnelle de la Défense Animale ne s'oppose à la consommation de viande. C'est que le mouvement «animalier» (qui se nomme lui-même «mouvement de la Défense Animale», et qui va de la SPA à la Ligue des Droits de l'Animal) est avant tout un mouvement caritatif qui aspire à un traitement plus «humain» des animaux (pour la «dignité humaine»), mais pas du tout à une remise en cause générale du statut de l'humanité et de l'animalité. C'est-à-dire, qui ne remet pas en cause la domination des humains sur les animaux, mais seulement certains traits de cette domination devenus émotionnellement insoutenables pour les sensibilités modernes - pour les sensibilités des humains, et non des animaux, donc.

Et enfin, d'autre part, si j'essaye de tirer des enseignements en regardant comment, dans d'autres domaines, la société a su intégrer des luttes diverses, les désamorçant en utilisant leurs contradictions, je pense pouvoir dresser un tableau vraisemblable de ce que nous promet l'avenir: on peut prévoir que d'ici dix ans peut-être, après des années de lutte acharnée et épuisante, des «Droits de l'Animal» seront adoptés qui banniront la vivisection dans les cas les plus criards (économie d'émotion) pour mieux accepter l'élevage et la mort massive mais «humaine» des animaux de boucherie. Ces Droits, qui seront acclamés avec enthousiasme parce qu'ils seront la récompense d'années d'efforts et parce qu'ils seront mieux que rien (un progrès), changeront dans le meilleur des cas le destin de quelques millions d'animaux vivisectionnés, mais rendront plus définitif et irrévocable - car désormais sanctifié et légitimé - le carnage d'un milliard d'animaux de consommation courante.

Disant cela, outre le parallèle avec la fonction idéologique des Droits de l'Homme, je ne fais que me référer au

contenu de l'actuelle Déclaration Universelle des Droits de l'Animal, qui, si elle répudie du bout des doigts la vivisection, donne implicitement mais clairement son aval à la perpétuation du carnage.

Voilà un danger qui me semble grand, auquel je crois avec tout le pessimisme que nécessite le réalisme (c'est-à-dire la volonté de réaliser de ce que je veux), et qu'il est encore possible de prévenir, peut-être, si nous ne nous y prenons pas trop tard. Et pour ce faire, il n'y a pas mille possibilités: il faut que le mouvement de refus de la viande s'étende de

façon importante, aussi rapide que possible, et devienne aussi virulent et offensif que possible, qu'il rattrape en popularité le mouvement antivivisectionniste, et que finalement il intègre celui-ci au sein d'un mouvement plus général de libération animale (ce nom ou un autre...), mouvement qui reconnaîtrait les différentes oppressions envers des animaux comme différents aspects de l'oppression des animaux, et qui se fixerait comme but la fin de cette oppression.

Yves.

Tout le monde n'a pas réussi à lire l'encadré de la rubrique *Antispécisme* du dernier numéro d'*IRL*, puisque parmi les abonnés à la nouvelle revue que j'y annonçais ne se trouvent (à ma connaissance) que deux lecteurs d'*IRL*. Cet encadré était quasiment illisible, la faute à l'ordinateur, et j'en profite donc pour refaire de la pub pour nos oeuvres.

Le numéro zéro des *Cahiers antispécistes lyonnais*, donc, est paru début septembre; c'est un numéro de lancement, 8 pages. Au sommaire, entre autre, la position antispéciste; Hassen Sadelli, végétalien incarcéré accusé d'avoir commis des actions directes contre 11 boucheries (cf. le communiqué ci-dessous); et le refus de la bibliothèque municipale de Lyon de mettre en rayon les publications en faveur de la libération animale (on ne veut pas se vanter, mais il faut bien noter, si c'est un critère, que les publications de la libération animale paraissent bien plus «dérangeantes» aux institutions en place que ne le sont la plupart des publications anarchistes, révolutionnaires et autrement subversives; l'honneur d'être censurés, si c'est un honneur, c'est à nous qu'il revient). Le n°1 est annoncé pour octobre.

Cahiers antispécistes lyonnais, 20 rue d'Aguesseau, 69007; n°0: 4F, les n° suivants: 20F. Abonnement 1 an (n°0 + 1 à 4): 80F (ou 50F, pour les pauvres). Disponible aussi à La Gryffe à Lyon, et, sous peu, à Parallèles à Paris.

Enfin, sans vouloir insister, on peut encore commander *Le mouvement de libération animale*, P. Singer, 64 pp., 28F port compris à F. Blanchon Ed., 6 rue de la Victoire, 69003 Lyon.

David

Communiqué de presse (fin juin 1991)

Suite à l'arrestation à Lyon de M. Hassen Sadelli, accusé de l'incendie volontaire de plusieurs boucheries, le Collectif Lyonnais pour la Libération Animale:

-approuve les intentions anti-viandistes exprimées par M. Sadelli;
-ne préconise pas les types d'action risquant de tuer ou de blesser des animaux, humains ou non;

-rappelle, en ces jours où tant de personnes font profession la main sur le coeur d'«amour des animaux», l'énormité de la somme de souffrance infligée à huit cent millions d'animaux dits «de boucherie», élevés et tués chaque année en France à seule fin de satisfaire au désir, si futile en comparaison, des humains de manger de la viande.

Le spécisme, c'est-à-dire le mépris pour les intérêts des animaux de toute espèce autre que l'espèce humaine, est le fait non pas des seuls bouchers - aussi sanglante que soit leur participation - mais de la grande majorité des gens, et c'est sur ce terrain d'idées que lutte le Collectif Lyonnais pour la Libération Animale.

Clément Duval, l'éclipse et la sociologie

Clément Duval est le premier anarchiste qui ait été envoyé au bagne de Guyane pour « reprise individuelle », en 1887. Evadé après 14 ans, à sa dix-huitième tentative, il a été accueilli à New York par les compagnons italiens de *L'Adunata dei Refrattari*, et ce sont eux qui l'ont encouragé à écrire ses mémoires. L'ouvrage publié en italien en 1929 est presque un classique, mais il n'avait jamais paru en français. J'ai reçu ce qui reste du manuscrit il y a une dizaine d'années; de larges extraits paraissent aujourd'hui aux Editions ouvrières*. Duval y raconte non seulement le quotidien du bagne, mais il témoigne surtout d'une résistance de chaque instant, d'une fidélité exemplaire aux idées anarchistes. En avant-goût, voici un extrait non retenu dans l'édition française.

Marianne Enckell

Présumant qu'il y a eu des pages perdues, pour mettre les choses au point, ces quelques lignes concernant les astronomes français, anglais. De ce dernier ne puis dire le nom, ne m'en souviens plus. Le Français se nommait M. De La Baume.

Venus tous deux pour vérifier l'heure exacte de l'éclipse solaire en 1889, dans leurs calculs il y avait une différence de trois minutes. C'est l'astronome anglais qui fut le plus juste.

L'éclipse eut lieu vers 8 heures du matin, on resta dans les ténèbres une minute environ.

L'astronome anglais venu à bord d'un bateau de sa nation, marins et tout le personnel étaient à disposition.

Il n'en était pas de même de l'astronome français, venu simplement sur un bateau transportant son matériel. C'est alors qu'il demanda au commandant Leloup des ouvriers pour monter le télescope, etc.

Je fus mandé chez le commandant, pour cela et choisir un autre ouvrier pour m'aider, et qu'il ferait transporter sur le plateau tout ce qui était nécessaire par des hommes de corvée. Sans refuser, je déclinai l'initiative de ce travail, duquel j'étais complètement incompetent. Il n'en était pas de même d'un condamné nommé Contesenne, arrivé aux Iles du Salut depuis peu, et avait fait la demande de rentrer aux travaux, ce qui lui fut refusé. C'est alors que je fis la demande au commandant, qui acquiesça. Ce Contesenne et sa famille, depuis longtemps de père en fils, étaient des riverains de la Seine, et c'est là que la jeunesse de Contesenne s'est écoulée, à réparer des canots, des machines. Il avait aussi travaillé dans la grosse mécanique ainsi que dans la petite partie.

Le sachant très adroit et que probablement il connaissait ce travail, je le proposai pour en prendre l'initiative.

Le commandant le fit appeler devant l'astronome et aux questions qui lui furent posées par ce dernier il répondit qu'il connaissait bien ce qu'est un télescope et le prouva par les réponses qu'il fit. Le lendemain tous deux montâmes sur le Plateau où devait être installé le télescope sous les ordres de l'astronome. Les surveillants avaient l'ordre du commandant de ne pas venir nous déranger.

[Victor Contesenne avait été condamné à plusieurs reprises en France et en Belgique pour contrebande et vol de titres. Il eut lui aussi affaire, en novembre 1880, à l'inspecteur Rossignol qui avait arrêté Duval; il le décrit ainsi dans ses Mémoires: «C'était un homme de 40 ans à l'époque, grand, maigre, mais d'une force peu commune et d'une énergie extraordinaire. Ses traits exprimaient à la fois la vigueur et l'astuce, singulier mélange d'intelligence et de brutalité. Il était pêcheur et construisait des bateaux par profession. En réalité il appartenait à la famille des Contesenne, les fameux écumeurs de rivières, et descendait des Martial, dont Eugène Sué a tracé un portrait si saisissant dans Les Mystères de Paris». Envoyé en Guyane en 1888, il s'évada en mars 1890, mais on ne sait pas ce qu'il est advenu de lui.]

A 5 heures nous descendions sur le camp manger notre soupe, et quand le télescope fut installé M. De La Baume était très satisfait, a demandé au commandant que nous restions jusqu'à dix heures du soir, ce qui fut accordé. Quelquefois il y avait quelques petites choses à faire, nous étions heureux de faire

plaisir à l'astronome si gentil, si aimable, cela faisait contraste avec la chiourme.

Un soir il me demanda s'il y avait aux travaux un bon menuisier, qu'il voulait faire une petite installation autour du télescope.

- Oui, lui répondis-je, je connais un bon menuisier capable de faire n'importe quel travail que vous désirez.

- Veuillez me donner son nom et matricule.

Je me souviens que le nom était Tenant, non le matricule. La demande lui fut accordée ainsi que tout le bois qu'il désirait pour ce travail. Le lendemain Tenant était des nôtres et me remercia d'avoir pensé à lui. Il avait été envoyé aux Iles rapport à plusieurs tentatives d'évasion qu'il fit à Cayenne, sous ce rapport c'était un incorrigible, aussi avait-il toute mon estime.

[Pierre Tenant, «souteneur et malfaiteur dangereux», a été condamné à dix ans de bagne en 1885. Selon son dossier, il s'est en effet évadé une dizaine de fois pour être repris après un à trois jours de cavale, jusqu'à disparaître dans la nature en 1899. Mais les archives du bagne ne permettent jamais de savoir si les évadés sont morts ou s'ils ont réussi.]

Or un soir que nous étions seuls tous trois, l'astronome n'étant pas venu. Il faisait une nuit claire, nous regardions au loin l'immensité et entendîmes les vagues déferler sur les roches. Tout d'un coup nos regards se rencontrèrent.

- Quelle belle nuit, dit Contesenne.

- Pour une évasion, dit Tenant.

- Non, répondis-je, il fait trop clair, à moins d'être en route pour la liberté.

- C'est vrai, me fut-il répondu, mais dans quelques jours la marée sera propice.

La glace était rompue, et il fut convenu que Tenant pouvant avoir tout le bois dont il avait besoin en ferait monter de plus pour faire un cadre dans lequel nous mettrions des flotteurs que probablement nous pourrions nous procurer aux ateliers ou des barriques qu'il nous serait facile de prendre dans les jardins, et des cordages que je pourrais me procurer aux travaux. Ayant devant nous une dizaine de jours avant que la marée soit propice, nous avions grandement le temps de faire les préparatifs. Dans cet intervalle, Contesenne se désista au moment où tout était prêt. Tenant et moi avions risqué de nous faire prendre dans les allées et venues que nous faisons à l'atelier pour prendre ce que nous

avons besoin, qu'ensuite nous avons dû détruire. Néanmoins rien ne transpira, et ne fûmes pas inquiétés. Néanmoins, en apparence, vu qu'un soir vers 9 heures le commandant est monté sur le Plateau avec le surveillant chef. M. De La Baume n'étant pas là ce soir, il parut surpris de nous voir seuls et dit au surveillant chef:

-Comment, il n'y a pas de surveillant pour garder ces gaillards-là?

Quoique cela fût dit d'un ton bonhomme, on ne se méprit pas. En effet, le lendemain il y avait un surveillant dans les parages, qui après le départ de l'astronome nous conduisait à nos pelotons.

Ayant dit cela à l'astronome, il dit:

-C'est bien, maintenant je serai ici tous les soirs, et vous resterez avec moi, et c'est moi qui vous reconduirai à votre case et non le surveillant, je ne veux pas de cette méfiance, cette surveillance autour de moi.

Et il en fut ainsi. Quelquefois il nous gardait jusqu'à onze heures minuit.

Sachant que j'étais anarchiste, nous eûmes des entretiens de sociologie dont il était ignorant. Il vivait trop dans les nuages et se plaisait à nous parler de sa science. Il nous montrait au télescope toutes les étoiles, des principales nous donnait les noms, nous

avons passé ainsi près d'un mois, car ensuite il fallut démonter le télescope et l'emballer.

Hélas ! après avoir vécu dans un autre monde, nous dûmes retourner à la réalité. Avant de partir il demanda au commandant

concession.

Clément Duval

**) Moi Clément Duval, bagnard et anarchiste; Paris, Les Editions ouvrières 1991 (collection La part des hommes).*



L'ANARCHISTE CLÉMENT DUVAL.

condamné à mort par la cour d'assises de la Seine le 12 janvier 1887.

s'il pouvait nous donner une gratification, qu'il était très satisfait de nous, disant:

- Ces hommes n'ont pas leur place ici, ils ont été très polis et corrects, c'est pourquoi je serais heureux si c'est possible de leur donner une gratification pour améliorer leur ordinaire dont de visu ai pu me rendre compte qu'il n'est pas fameux.

Le commandant évoqua le règlement, les condamnés ne pouvant pas avoir d'argent de poche.

-Mais je pourrais le verser à leur pécule.

-Non, j'aimerais qu'ils en bénéficient de suite.

Si je me souviens bien, il remit 20 francs en or à Contesenne, 15 à moi et 10 à Tenant. Le commandant le sut mais il feignit de l'ignorer. Il nous fit appeler pour nous féliciter de notre conduite et c'est par lui que nous sûmes la pensée de l'astronome à notre égard, à moi en particulier me dit:

-Continuez, Duval, ne cherchez plus à vous évader, je ferai votre droit et irez en

REFLEXIONS NON DEFINITIVES APRES DISCUSSION ET DEBAT COLLECTIF SUR LE TEXTE DIT ANTISEMITE DU MILITANT VERT JEAN BRIERE

LE LOBBY PRO-ISRAELIEN EN FRANCE

Il existe quelque soit le nom dont on l'affuble, au vue des prises de position pendant la guerre du golfe nul ne peut nier son existence. Dire comme Jean Brière qu'il a pu influencer sur le gouvernement socialiste dans sa décision de participer à cette guerre est, à mon avis, une erreur. Les intérêts d'Israël et de ses sympathisants en France ne pouvaient que se satisfaire de la destruction de l'Irak. Malgré la concordance de ses intérêts avec ceux, différents, de l'Etat français, il est difficile d'attribuer à Israël un poids suffisant pour pousser cet Etat français à entrer en

guerre. La propagande du gouvernement a utilisé largement dans les médias tous ceux qui soutenaient l'effort de guerre. Intellectuels proches du parti socialiste entre autres (Lacoste, Touraine (*)) et, bien sûr, les intellectuels juifs pro-guerre dès l'instant où l'intégrité d'Israël fut menacée (Saddam et ses SCUD se chargeant de justifier leurs interventions). Par effet inverse, furent passés à la trappe tous ceux, juifs compris, qui n'affirmaient pas clairement leur allégeance au pouvoir.

LES JOURNALISTES

Leur rôle est un peu différent; salariés, ils ont diffusé ce qu'on leur préparait à l'Elysée. Aucun d'entre eux, de quelque religion qu'il

soit, n'a osé mordre la main qui le nourrit. Tous les grands médias ont fait dans le chauvinisme national et tout journaliste, pour mériter son salaire, a fait de la surenchère sur le voisin.

SUR LA DIFFUSION DU TEXTE ET SON

UTILISATION POLITIQUE

C'est un terrain où les anarcho-syndicalistes ne sont pas très à l'aise. Mais si nous laissons les rats se disputer le fromage électoral, nous donnerons tout de même quelques explications.

Quelle naïveté chez Jean Brière, militant des Verts dans la tendance opposée à toute alliance électorale avec le PS. Comment en effet a-t-il pu croire que son ébauche de texte, présentée à une réunion nationale des Verts, ne servirait pas à ses adversaires pour le liquider politiquement. Il est clair que le procès intenté à Brière par la LICRA et SOS Racisme a servi la campagne médiatique menée par le PS pour assimiler une partie des Verts à l'extrême-droite. Campagne adroite

relayée par les Verts pro-PS pour prendre le pouvoir dans ce parti. Tentative, à travers l'affaire Brière, de déstabiliser un parti dangereux pour le PS aux prochaines élections. Il sera en effet plus difficile de mobiliser l'électorat du PS dans le cas d'un duel PS/Vert, que dans celui d'un duel PS/FN.

LE RETOUR AUX RACINES

C'est encore une affirmation posée par la guerre du golfe, l'attachement sans borne à la terre de nos racines qui devient, en cas de conflit, la mère patrie. Les prises de position pro-Saddam des peuples arabes ne suffisent pas à expliquer celles pro-guerre et pro-USA d'intellectuels juifs que nous avons connus, et estimés, comme militants internationalistes et/ou anticolonialistes à l'époque pour tant proche de la guerre d'Algérie, déjà menée

par un gouvernement socialiste (coucou Mitterrand !). Pour nous, ce soutien irrationnel à la mère patrie, terre promise, s'il peut se comprendre n'est pas loin de s'apparenter à des slogans du style «fabriquons français», «la France au Français», de triste mémoire et/ou actualité. Il serait bon qu'au lieu de lancer des anathèmes certains militants prennent un peu de recul par rapport à leur identité. Cela permettrait peut-être d'ouvrir un réel débat, plutôt que d'amplifier la chasse aux sorcières à quoi peut s'apparenter le procès intenté à Jean Brière. Car il n'est pas possible d'assimiler Brière aux antisémites; tout dans ses actes et dans son texte, dénote l'erreur d'interprétation et la naïveté, le combat politique plutôt que la volonté de nuire.

Cette dernière phrase ouvre aussi une dernière question: y aura-t'il toujours des sujets

et des mots tabous? La LICRA ne se disqualifie-t-elle pas à poursuivre avec acharnement Brière et à ne pas relever les propos racistes de Jacques Chirac ? Et SOS Racisme? Un Chirac clairement raciste a-t'il plus ou moins de chance aux prochaines élections ?

Roger, militant CNT

(* Voir l'article de René BERTHIER, « La revue Hérodote et la guerre », dans le Monde Libertaire de l'été (numéro 835)

Le 16 juillet, le tribunal correctionnel de Lyon a condamné Jean Brière à 3 mois de prison avec sursis et 20 000 francs d'amende.

RÉPONSE À FRANK MINTZ

Je dois d'abord remercier I.R.L. d'avoir donné de l'importance au compte-rendu de mon livre *L'Autre communisme* présenté par Frank Mintz. Il est cependant regrettable qu'ait été oublié le sous-titre de cet ouvrage *Histoire subversive du mouvement libertaire*. En effet, ce livre a voulu ne respecter ni tabou, ni interdiction. Et c'est à ce titre que, rappelant les études faites par des historiens en quelque sorte spécialisés, mon ouvrage s'en est pris à Frank Mintz dont l'aigreur et le ton polémique sont compréhensibles.

Cela dit, cette aigreur et ce ton polémique ne sont guère gênants car les problèmes de fond ne sont pas vraiment abordés, F.Mintz se contentant d'affirmer que je ne les ai pas traités moi-même ce dont tout lecteur même non prévenu pourra juger: sur près de 400 pages, une bonne partie est consacrée aux débats d'idées, à l'autocritique, que ce soit à propos des luttes d'indépendance nationale que du «plateformisme» ou de la clandestinité. Bien entendu, il n'était pas de mon propos d'étudier de près ce que je crois devoir retenir de la pensée de Marx. Sur ce point comme sur d'autres, Mintz me fait un mauvais procès que son persiflage ne masque pas. Quels arguments que de feindre me considérer comme apparemment «un bon bougre» qui a une «vision superficielle de la clandestinité», qui aboutit à «se ridiculiser», tout ce qu'il avance est «puéril»! Quant à mon ignorance de l'histoire du mouvement anarchiste espagnol, cela fera rire plus d'un militant chevronné, de ceux en tous cas qui ont bien connu mes activités à une époque où Frank Mintz découvrait le monde... Je m'en remets donc, tout bonnement, au bon sens de mes lecteurs pour tout ce qui concerne les problèmes de fond. Et j'accepte, à l'avance, que l'on considère mes positions comme réductrices ou parfois injustes, mais, de grâce, qu'on ne se contente pas de les déformer.

Mais il y a autre chose. Il y a les «cancans». Dès 1984 (lettre du 7 juin à IRL et à moi-même), F.Mintz, à propos de ma réponse à sa critique de mon petit ouvrage sur *Les amis de Durruti*, écrivait pour justifier ce qu'il me reprochait (pour lui j'avais démolé le mouvement anarchiste): «Quant à mes sources, ce sont celles de tout le monde: la presse de l'époque, en particulier *Volonté*, les souvenirs de camarades depuis Joyeux dans *La Rue à Noir et Rouge*... Cela à propos des activités de la Commission de défense de la FA qui, bien sûr, avait pour mission de mener des enquêtes (je m'explique clairement là-dessus, pages 135 à 139 de mon livre) qui n'eurent rien à voir avec la version rocambolesque de Mintz allant jusqu'à prétendre qu'au cours d'un interrogatoire «avait été évoqué téléphoniquement comment se débarrasser des corps en cas de décès». Plusieurs remarques s'imposent:

- D'une part Maurice Joyeux (qui ne m'a jamais ménagé) n'est pas à lui seul une caution suffisante et dans son second livre de «mémoires» il n'a en rien étayé les «révélations» de Mintz.

- Ni au congrès de Bordeaux, ni au congrès de Lille des militants connus (qui n'étaient pas de mon bord) comme les frères Lapeyre, Arru, Laisant, n'ont jamais soulevés de telles accusations.

- En décembre 1985, dans le numéro 31 de la revue *CPCA* Mintz évoque de nouveau des terreurs (rapt, torture, viol moral) mais il n'appelle plus Joyeux à la rescousse. Il cite un témoignage «oral» d'un militant de l'époque, Michel Dubédât. Cette fois, F.Mintz est précis, il ne s'agit plus de «sources» qui sont «celles de tout le monde».

- En 1988, dans le n°6 de *Chroniques libertaires* c'est encore le témoignage de Dubédât qui est invoqué et Mintz ajoute: «voir aussi Floreal Munoz».

Je n'évoque que pour mémoire le cas de Floreal Munoz qui aurait souhaité une action en justice contre Mintz. Mais j'ai pu retrouver Michel Dubédât, indigné, qui s'est aussitôt adressé à *Chroniques libertaires* en protestant contre ce prétendu témoignage. Si bien que F.Mintz est bien obligé de publier dans son article de critique de mon livre cette dénégation de Dubédât. Il lui faut pour cela user d'un sacré culot puisque, semble-t-il, il persiste dans ses diffamations.

Chroniques libertaires s'était engagé à publier les mises au point de Dubédât et la mienne mais l'interruption de parution n'a pu le permettre (lettre de *Chroniques libertaires* du 13 février 1989). Il ne reste plus qu'à attendre une nouvelle version du roman policier de F.Mintz.

Georges Fontenis

LA PARESSE (suite de la page 23)

ne peut accoucher/chier des agneaux) bien que, dans ce cas, il serait plus approprié de dire que «l'agnelle n'accouche pas de loups», étant donné que je suis bien loin de ressembler à ce spécimen caractérisé par une force farouche et indomptable que rien ne détourne de son but...

(...)Cela dit, quand je fais allusion à la paresse jouissive et totale, je ne prône pas le principe de «l'absolu rien faire», mais simplement la possibilité de le faire, sans complexe, et, à partir de là, une fois débarrassés des contraintes issues d'autres principes, s'adonner à tout ce dont on éprouve le désir, et à cela seulement, sans complexe.

Et si, après tout, le véritable désir qui peut surgir chez certains est la paresse et la fainéantise absolue, et bien, qu'ils le fassent ou puissent le faire, sans qu'ils ne contraignent personne à les seconder...; bien que, pour un paresseux de cette sorte, il me semblerait assez difficile de contraindre quelqu'un car cela demande une énergie, un exercice de la volonté qui me paraissent assez incompatibles avec la paresse elle-même.

Giordano Bruno Giglioli fin juin 1991

LA PARESSE (SUITE)

Depuis la lecture de l'article d'Alain *Le Devoir de Paresse* paru dans *IRL* de l'automne 90, mais que je n'ai lu que bien après, j'ai souvent songé à écrire à ce sujet. Maintenant que je me trouve en Italie à remplir le rôle de «mammy sitter», je vais enfin essayer d'écrire ce que je me promettais depuis longtemps déjà.

Tout d'abord, ce texte m'a trouvé totalement d'accord. Ce n'est d'ailleurs pas par hasard que *Le Droit à la Paresse* de Paul Lafargue devint à un moment donné mon «livre de chevet»; j'ai trouvé là, bien résumé, ce que moi-même j'essayais de dire avec tant de mots, tout en adaptant ma vie aux profondes convictions que mes paroles essayaient d'extérioriser.

Ensuite il est inévitable, et même nécessaire de répéter ce que d'autres ont déjà dit avant nous, puisque ces choses sont loin d'avoir pris racine dans l'esprit et dans le vécu de la grande majorité des individus. Et aussi pour une autre raison: le noyautage de notre esprit par une multitude de conditionnements qui parviennent à nous étourdir au point que bien souvent on vit, ou on végète, dans l'oubli de nous-mêmes, de nos convictions les plus profondes, jusqu'à douter parfois des conclusions de notre jugement, harcelés sans cesse que nous sommes par un tas d'explications qui visent à entretenir la certitude que tout est normal et inéluctable dans le monde tel qu'il se déroule autour de nous, avec ou sans nous.

Des écrits tels que ceux-ci donc, même s'ils ne devaient rien apprendre (en omettant ceux qui ne s'étaient jamais posé de questions relatives à la «paresse» et qui en lisant ces choses font nécessairement une découverte), servent toujours à se retremper dans une vision des choses que l'usure à laquelle notre esprit est sans cesse soumis avait réussi à endormir, sinon à nous faire oublier; à se retremper donc dans une culture qui se désagrège sous les assauts insidieux d'une réalité gagnante, et à nous confronter à nous-mêmes par rapport à ce que nous pensons vivre en nous-mêmes, dans le fond et qui bien souvent est en contradiction avec ce que nous vivons réellement.

Venons-en à la... Paresse. A la paresse telle que moi je la vis, ou essaie de la vivre réellement, tout en songeant à ce *IRL*, ou mieux, irréel, destiné à demeurer l'utopie fantastique qui trop rarement, hélas, peut me servir de consolation en projetant mes pensées vers un merveilleux futur que jamais je ne connaîtrai...

L'isolement est ce qui a généralement été la conséquence de mon refus des rôles établis, ce rôle notamment de l'homme travailleur si farouchement exalté par ma génitrice, vraie bête de somme en son temps, pour qui une des choses les plus honteuses et ignobles

était justement la paresse. Donc, opération terre brûlée dans mes rapports avec elle dès que j'eus commencé à vivre le choix d'un certain droit à la paresse. Et, par ailleurs, autre «terre brûlée» encore, par rapport à cette marginalité dont le choix de la paresse ne suivait pas les chemins peut-être trop rigides et gorgés de scrupules que moi, j'avais adopté. Je songe là à cette faune de «pique-assiettes» qui se faisaient un malin plaisir de profiter de toutes les situations possibles pour vivre aux dépens de ceux qui, par ailleurs, étaient jugés par ces débrouillards «radicaux», comme de pauvres cons qui consentaient à travailler pour vivre.

Donc, en travaillant juste le minimum pour vivre ou survivre à ma manière sans rien demander à personne, mes seules relations se limitaient aux compagnons de travail occasionnels et à des amis qui travaillant de manière plus régulière, avaient des rythmes et des temps de disponibilité qui s'adaptaient mal aux miens. D'où l'isolement auquel je viens de faire allusion.

Cet isolement, relatif toutefois, car je ne me refusais pas à aller voir tantôt les uns, tantôt les autres, était parsemée de multiples facettes qui me renvoyaient l'image décevante de cette prétendue liberté que la «divine paresse» était sensée me permettre. L'humiliante constatation par exemple, aussi paradoxale que possible, du fait de ma disponibilité pour tout travail accompli pour un patron en échange d'un salaire et de mon impossibilité à me lever, par ailleurs, aux mêmes heures pour m'adonner à mes propres activités personnelles, toujours repoussées à des jours à venir...

Me voila donc à gérer ma «grande étendue de liberté», débarrassé des contraintes du travail honni. Et me voila aussi confronté à cette grande étendue de temps qui, comme du sable, me glisse entre les doigts, sans que je parvienne à le posséder, le remplir, à le «rentabiliser» (en un sens bien éloigné de celui du monde de la rentabilité).

Plein de temps pour penser, constater, m'enliser dans des constatations sans fin d'une réalité, sans énergie constructive, une sorte de nombrilisme l'emportant sur le reste.

C'est dans ce cadre si peu enthousiasmant et réjouissant qu'un prétendu regard lucide m'a fait dire que... «quand nous avons du temps, beaucoup de temps «libre» pour faire, pour faire quoi que ce soit, on a aussi du temps pour penser, pour penser que rien ne vaut la peine d'être fait... Comme quoi, la meilleure manière pour faire des choses, c'est d'avoir peu de temps pour le faire, car le temps pour faire se retourne contre le faire».

Puis me voila catapulté loin de mon cabanon niché dans une oliveraie, loin de son silence et de sa solitude, dans un centre

broyant de motos et de cloches assourdissantes. C'est pendant ce séjour que j'écris ces lignes. Et les gens que je croise dans la rue, celles que je croise dans l'escalier de l'immeuble, tous finissent par envahir peu à peu une bonne partie de mes pensées, en me faisant songer à ce qu'ils peuvent penser de moi... c'est-à-dire de quelqu'un qui «ne fout rien du matin au soir, on ne lui connaît aucune occupation à part glander par ci par là, et cela dans la pleine force de l'âge»... Ce n'est pas là de la petite manie de persécution, du moins je ne le crois pas, mais de simples et logiques déductions sur les pensées et les propos tenus par des gens qui travaillent jour après jour, ou ont travaillé leur vie durant et sont maintenant à la retraite.

J'ai été à bonne école «maternelle» pour savoir à quoi ça tourne ou peut tourner dans leurs esprits par rapport à des individus qui, tels que moi, sont inclassables et donc assimilées aux fainéants dans le sens le plus inqualifiable, dérangeant et antipathique.

Et tout cela me dérange, encombre mon esprit, m'oblige en quelque sorte à vouloir me justifier, sans pour autant pouvoir le faire, car je suis dépourvu de preuves évidentes et tangibles d'un rôle quelconque bien rempli dans le domaine respectable du travail. Oui, bien sûr, je vais faire les courses, j'aide au ménage, je cause, je m'accroche et je me répète face aux mille questions inlassablement répétées par une mère qui perd la mémoire, mais tout cela ne fait pas un TRAVAIL, un «Travail d'Homme» qui peut être reconnu comme tel, du moment que je ne vais pas gagner mon pain comme salarié ou dans une profession libérale.

J'aurais alors envie parfois qu'on sache qu'une fois sur deux je fais les courses avec ce que j'ai gagné dans mes cueillettes et que je ne vis donc pas aux crochets de la retraite de ma mère. Une envie qui surgit une fois encore du besoin de me justifier face aux autres pour ne pas être qualifié de fainéant, profiteur, tourné vers la facilité la plus mesquine...

Et alors, il m'apparaît évident que je ne suis pas libre, que je ne me suis jamais libéré en profondeur, dès lors que plus de vingt ans après avoir fait un certain choix, je me retrouve tout bêtement accablé, d'une manière vague et insidieuse dont je n'ai pas toujours conscience, par le fameux, absurde, grotesque, qu'en dira-t-on, que, inlassablement, j'ai, toujours reproché à ma mère en tant que loi souveraine à laquelle elle a soumis sa vie jusqu'au paroxysme...

Et bien, que je le veuille ou non, je suis issu d'un tel être, et quoi que j'en dise ou aie pu en dire, qu'elles qu'aient été mes choix et mes plus sincères convictions, il y a des choses qui demeurent, malgré moi, à mon cœur défendant, qui confirment le vieux dicton toscan: *il lupo non caca agnelli* (le loup

(suite page 22)

UNE SOCIÉTÉ A REFAIRE

de Murray Bookchin (dont l'ACL a déjà publié «Qu'est-ce que l'écologie sociale» et «Sociobiologie ou Ecologie sociale»).

Au sommaire:

- Pourquoi j'ai écrit ce livre
- Société et écologie
- Hiérarchies, classes et Etats
- Les tournants de l'histoire
- Idéaux et Liberté
- Définir le projet révolutionnaire
- D'ici à là-bas

Ce livre de 200 pages environ est proposé au prix de souscription de 70F jusqu'au 1er décembre 1991 (prix de vente public: 98 F)

Atelier de Création Libertaire BP 1186 69202-Lyon Cedex 01
(CCP 5.724.59 L LYON)

